

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 39 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 7-14 octobre 2020

SUITE AUX INTERVENTIONS DIRECTES DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE Le projet d'élections faites sur risque de sombrer En Haïti et aux Nations Unies, la France tire la sonnette d'alarme...

Par Léo Joseph

Le projet d'élections faites sur mesure, que Jovenel Moïse tente de pousser, ne fait pas l'unanimité auprès de la communauté internationale. Si l'ambassadeur de France, en Haïti, a décoché les premières flèches en direction de telles démarches, au Nations, à New York, le message transmis par Paris pourrait bien être une révélation à ceux qui ignorent la réalité haïtienne, et un réveil télé-



Jovenel Moïse, un coup dur infligé à son projet d'élections faites sur mesure.



José Gomez, ambassadeur de France en Haïti.

phoné à l'intention de ceux qui la méconnaissent. Dès lors, il faut se demander comment d'autres acteurs, principalement Washington, va continuer à afficher une attitude ambivalente à cette dernière dérive de Nèg Bannannan.

En effet, contrairement à l'ambassadeur américain en Haïti et le secrétaire d'État Mike Pompeo ayant recours à la langue de bois, en abordant le dossier d'Haïti, sinon à faire usage d'un langage ambigu, que certains assimilent à une position mi-figue-mi-raison, la représentante permanente adjointe de France auprès du Conseil de sécurité de l'organisme international n'y va pas avec le dos de la cuillère pour cracher la vérité sur la situation socio-économique du pays, s'ingéniant à en jeter la responsabilité carrément sur l'occupant du Palais national.

Jovenel Moïse exhorté d'être « à la hauteur des circonstances »

Dans son intervention, lors d'une séance du Conseil de sécurité sur Haïti, ce lundi 5 octobre, Nathalie Broadhurst, a fait un discours, que d'aucuns diraient « incendiaire » concernant Haïti. Prenant la parole, en s'adressant au président, Mme Broadhurst a déclaré :

« Monsieur le Président
« Je remercie, à mon tour, la représentante spéciale du secrétaire général en Haïti, Mme Helen La Lime, pour sa présentation extrêmement complète et éclairante.
« Haïti traverse actuellement une crise qui est, avant tout, politique. Nous observons, avec une grande préoccupation, la dégradation continue de la situation institutionnelle. Je le rappelle, en effet, faute d'élections, le Parlement

Suite en page 2

APPRÉCIATION SPECTACULAIRE DE LA GOURDE FACE AU DOLLAR

D'où provient cette infusion massive de billets verts ?

Rumeurs persistantes d'introduction de l'argent sale...



Jean Baden Dubois, le gouverneur de la Banque centrale.

Par Léo Joseph

Depuis plusieurs années, le marché de change subit les rigueurs de la disparité provoquée par la rareté de dollars, mettant la monnaie nationale continuellement en chute libre, par rapport au billet vert. Mais c'est sous l'administration de Jovenel Moïse que ce phénomène s'est accéléré. Au point qu'au mois de juillet, il fallait jusqu'à 120 gourdes pour acheter un seul dollar américain.

Mais cette tendance s'est renversée brutalement, il y a à peine un mois. La gourde haïtienne a gagné plus de 45 %. Certains secteurs sont allés vite en besogne, donnant un satisfecit à la performance de la monnaie nationale, qui relève, selon certains, du prodige. Mais dans le monde des économistes, la discrétion, sinon le silence est à l'ordre du jour. Car les conditions ne sont pas réunies pour provoquer un tel

Suite en page 9

LA COLUMNA ESPAÑOLA

COMO PARTE DEL CAMBIO PROPUGNADO POR LUIS ABINADER

Perfil del próximo embajador dominicano en Haití



General Rafael De La Cruz.

Por Léo Joseph

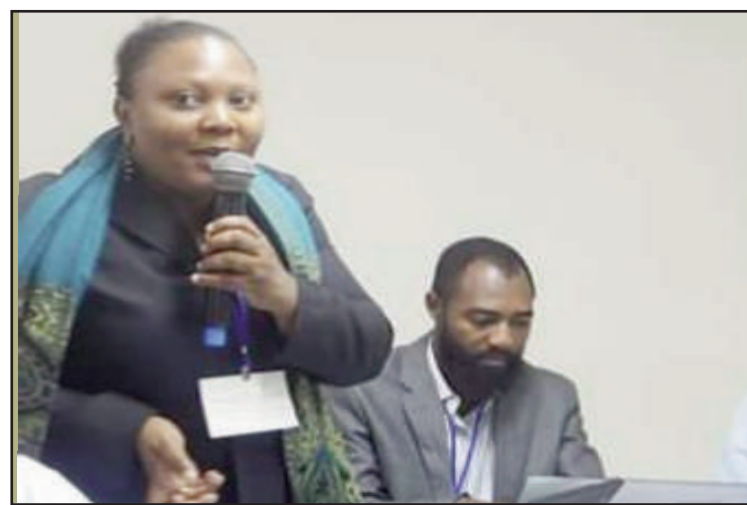
Incluso antes de prestar juramento, en previsión de la ceremonia de toma de posesión en la República Dominicana, el Presidente electo había dejado clara su visión política del enfoque de su gobierno respecto de Haití. Tal ambición, al igual que el cambio que propugna en su país, requiere la elección de un equipo diplomático competente, bajo la direc-

ción de un embajador con una distinguida carrera en relaciones exteriores. Pero, sobre todo, una persona sobre el terreno con aptitudes exclusivamente adaptadas a las prácticas políticas y diplomáticas haitianas.

En efecto, cuando durante su campaña electoral, que dirigió durante más de dos años, Luis Abinader Corona hizo "cambiar" su caballo de batalla, pronto se puso a trabajar, después de su

A la pagina 4

HAPPENINGS! Compounding the fraud of an illegal and anti-constitutional Electoral Council



Guylan Mesadieu, President of the illegal Electoral Board.

By Raymond Alcide Joseph

"Even lies they don't know how to tell convincingly!" Such was the comment made to me by someone weighing in on the latest saga

concerning the hurriedly set-up Provisional Electoral Council (French acronym CEP) by President Jovenel Moïse.

We'll recall that, as previously

Continued to page 7

MASQUES HAÏTIENS
EN GROS ET EN DETAIL
TO ORDER, CALL (516) 859-4106

DISPOSABLE AND WASHABLE MASKS FOR SALE

WE WELCOME WHOLESALE AND RETAIL
WE SPEAK ENGLISH, SPANISH, FRENCH AND CREOLE

CELL: (516) 859-4106
CALL US: (718) 400-8463

VIVE HAÏTI CHERIE

VISITEZ-NOUS A: PATRIOTIME
190-21B JAMAICA AVENUE
HOLLIS, NY 11423
 (Bet 190 and 191 Streets)

SUITE AUX INTERVENTIONS DIRECTES DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Le projet d'élections faites sur risque de sombrer

En Haïti et aux Nations Unies, la France tire la sonnette d'alarme...

Suite de la page 1

n'est pas en mesure de siéger depuis le mois de janvier et le gouvernement nommé en mars n'a pas été investi. Nous déplorons que toutes les initiatives de dialogue aient échoué depuis deux ans. Pourtant, la résolution de cette crise, nous le savons tous, ne pourra advenir qu'à l'issue d'un dialogue national inclusif entre toutes les forces politiques du pays, notamment avec l'opposition, la société civile et le secteur privé. Ce dialogue est indispensable pour garantir pour garantir l'organisation crédible et transparente des prochaines échéances électorales et de la révision de la Constitution, si tel est le souhait des Haïtiens. La France exhorte le président Jovenel Moïse à être à la hauteur des circonstances pour mettre fin à cette situation de blocage.

« Cet appel à la responsabilité politique est d'autant plus nécessaire que la crédibilité des institutions est profondément

ébranlée en Haïti, ce par des affaires de corruption. La société civile haïtienne réclame depuis de nombreuses années la transparence face à ces affaires qui détruisent la confiance de la population envers leurs institutions. Prendre en compte ces revendications est une condition essentielle pour renouer le lien de



Michele Sison, ambassadeur américain en Haïti, désormais seule dans le dossier Haïti.

confiance avec la population haïtienne. C'est pourquoi la lutte contre la corruption doit être la priorité absolue de la classe politique haïtienne.

« Enfin, la société haïtienne a des exigences tout à fait légitimes en matière de sécurité et de respect des droits de l'homme qui doivent être entendues par les autorités. Nous condamnons fermement l'assassinat de Maître Dorval, le bâtonnier du barreau de Port-au-Prince, le 28 août dernier. Ce meurtre est un symbole extrêmement inquiétant de l'augmentation de l'insécurité depuis le début de l'année et de la violence par les gangs qui sévissent en toute impunité. Je pense également aux massacres de La Saline et de Bel-Air qui ont donné lieu à des rapports accablants des Nations Unies. Face à cette situation, il est indispensable que l'État haïtien assure la sécurité de ses citoyens et garantisse que les responsables de ces violences répondent de leurs actes devant la justice. La Police Nationale d'Haïti se mobilise pour y faire face; elle se doit d'être irréprochable pour faire respecter l'état de droit.

« En outre, nous le savons, la pandémie de Covid-19 est venue

peser sur une situation économique, humanitaire et sociale déjà extrêmement dégradée. Des mil-



Nathalie Broadhurst, représentante permanente adjointe de France, près du Conseil de sécurité.

lions d'Haïtiens vivent dans une précarité importante et cette tendance s'accroît. La France et l'Union européenne continueront de se mobiliser pour apporter toute l'aide humanitaire nécessaire pour répondre aux besoins des plus urgents ».

La représentante permanente de France auprès du Conseil de sécurité de l'ONU ne s'est par attendue seulement au défi

constitue les élections et le problème de la corruption battant son plein en Haïti, mais parlant au nom de son pays, elle a passé en revue toute la situation du pays. Continuant dans sa foulée, Mme Broadhurst ajoute :

« Monsieur le président, « Nous sommes tous conscients que le caractère multidimensionnel de la crise en Haïti rend la résolution particulièrement complexe. Le BINUH, un an après son institution, s'est mobilisé sans relâche, sous le leadership de Mme La Lime, pour accompagner Haïti. Le travail que le BINUH mène, en appui au dialogue politique et en matière de gouvernance et en matière de renforcement de l'État de droit est absolument essentiel. Il doit être poursuivi et les moyens de mettre en pleinement en œuvre son mandat ». Monsieur le Président,

« Notre Conseil continuera à maintenir toutes sa vigilance et à

Suite en page 8

LE COIN DE L'HISTOIRE

La Barrière-Bouteille

Par Charles Dupuy

La Barrière-Bouteille est sans conteste l'un des monuments les plus anciens et les plus célèbres d'Haïti. Construite au temps où prospérait la florissante colonie française de Saint-Domingue, son nom lui fut donné par les arpenteurs du roi de France qui, en examinant le plan de la ville du Cap-Français, constatèrent qu'elle avait vaguement la forme d'une bouteille. En effet, la ville avait été construite selon un plan d'urbanisme en damier autrement dit avec ses rues perpendiculaires les unes aux autres, les plus longues s'étirant du nord au

sud ce qui lui donnait cette forme allongée bien particulière. La grande porte sud de la ville fut donc appelée Barrière-Bouteille par les fonctionnaires royaux et ce nom patronymique pour le moins original lui est resté jusqu'à nos jours.

C'est devant cette fameuse Barrière-Bouteille que fut tué Boukman, l'instigateur et chef de la révolte générale des esclaves en août 1791. C'est aussi là qu'il eut la tête tranchée par les colons qui la promenèrent au bout d'une pique à travers la province du Nord cela dans le but de terroriser les esclaves rebelles.

Aujourd'hui, la Barrière-Bouteille présente l'aspect assez

charmant d'un édifice à trois colonnes. Il n'en a pas toujours été ainsi. Jusqu'à l'époque de l'Occupation américaine, pour entrer comme pour sortir de la ville, on empruntait la même porte monumentale, certes, mais devenue trop étroite au fil du temps pour ne pas représenter un grave inconvénient à la circulation.

Des travaux d'agrandissement devenaient nécessaires. À ce propos, écoutons Astrel Roland, le militaire responsable du Service de la Police de la ville du Cap en ce temps-là et le promoteur des importantes transformations qu'allait bientôt subir le monument. « *De l'époque colo-*

niale jusqu'en 1928, nous dit-il, une grande barrière dénommée Barrière-Bouteille contrôlait l'entrée de la ville du Cap-Haïtien et la sortie. La circulation des véhicules s'intensifiant causait un embouteillage qui rendait difficile le mouvement dans la région. Pour remédier à cet inconvénient, je décidai d'ouvrir une seconde barrière identique à l'ancienne. Grâce à la compétence de l'ingénieur Charles Box, les travaux furent réalisés en moins de trois mois. C'est ainsi que, depuis 1928, l'entrée de la ville se fait par la nouvelle barrière, celle donnant sur la mer, et la sortie, par l'ancienne. On s'en souvient au Cap et nul ne pourra détruire cette œuvre utile, bien qu'elle soit de mon initiative » (Le naufrage d'une nation, p.75).

Astrel Roland nous apprendra plus loin dans son ouvrage comment il fit appel à un autre

ingénieur capois, M. Charles Martin, qu'il chargea d'agrandir les locaux de l'Arsenal en ajoutant des étages aux deux principaux bâtiments du complexe militaire. Ces paliers supérieurs furent construits à l'époque où Roland commandait le département militaire du Nord.

Pour en revenir à cette fameuse Barrière-Bouteille, autrement dit aux portes de la ville, signalons qu'elle comprenait tout un système de défense avec son poste de commandement, ses mâchicoulis, ses meurtrières, enfin tout l'appareil stratégique nécessaire pour assurer la défense de la ville. Célèbre à travers le pays et même au-delà, la Barrière-Bouteille reste un témoin éloquent mais ô combien fragile du passé mouvementé de la ville du Cap comme de la nation haïtienne.

C.D. coindelhiste@gmail.com (514) 862-7185

Guy Durosier : L'itinéraire d'un artiste immortel 9^e partie (1980 - 1998)

Par Louis Carl Saint Jean

Vers le milieu des années 1970, le halo qui entourait M. Jean-Claude Duvalier depuis son arrivée au pouvoir avait commencé à pâlir. La confiance que, dans sa naïveté, la population avait placée dans le jeune président pour harmoniser la grande famille haïtienne délabrée par « la révolution politique » désastreuse de son père s'est vue éroder piteusement. De gros nuages gris avaient commencé à s'amonceler progressivement dans le firmament social et économique et obscurci l'horizon politique du pays.

Ironiquement et paradoxalement, tout un chacun ou presque, pour crier son ras-le-bol, semblait ressasser une partie de la prose que François Duvalier, alors jeune étudiant en médecine, avait affinée dans son poème *Les sanglots d'un exilé* : « ... Tout finit de sombrer dans le silence / Dans le silence ponctué seulement de quelques aboiements de chiens abandonnés / J'étais, moi, pauvre petit nègre exilé dans mon propre pays / Tête nue, sans veste, les intestins vides sur le macadam plein d'ombre de Port-au-Prince / ... Mes aspirations ont été refoulées... »

En effet, les aspirations du peuple haïtien ont été abominablement refoulées après, jusqu'ici, vingt-trois années d'une gestion minable et d'une idéologie incohérente. Une fois de plus, nos artistes, grâce à leurs immenses talents, ont su ranimer notre foi dans l'avenir. Tant chez nous qu'à l'étranger, certains, pour leur groupe, burinaient des pièces qui nous invitaient toujours à danser au lieu de pleurer. Dans cette catégorie, l'Orchestre Septentrional, l'Orchestre Tropicana d'Haïti, le Tabou Combo, les

Skah Shah, le Magnum Band, Les Frères Déjean, le Djet X, le Volo Volo, le Scorpio, le DP Express et d'autres font figure de référence.

D'autres, par contre, tout en nous égayant, traduisaient fidèlement notre colère par leur verve incisive. Dans ce mouvement, s'étaient distingués, parmi une centaine : Jean-Claude « Korale » Martineau, Manno Charlemagne, Marco Jeanty, Maryse Coulanges, Jean Coulanges, Myriam Dorismé, Kiki Wainwright, Farah Juste, Syto Cavé, Fédia Laguerre, Max Kénol, Carole Dèmesmin, etc. La plupart de ces artistes dits « engagés » connaissaient alors les rigueurs de l'exil en Amérique du Nord ou en Europe.

À la même époque, un autre grand exilé faisait notre honneur dans une autre partie du monde, plus précisément en Colombie, en Amérique du Sud. Il s'agit de Guy Durosier. Il s'y était installé au cours de l'année 1980, sur l'invitation des frères Noriega (Fernando, Gustavo, Enrique et Guillermo), fondateurs, en 1966, d'El Grupo Catto, l'un des ensembles musicaux de la Pontificia Universidad Javeriana. Avec eux, le génial musicien haïtien se produira le plus souvent au Félix Restrepo S. J., l'auditorium de cette prestigieuse institution colombienne, dirigée par les religieux de la Compagnie de Jésus (Les Jésuites). À part ce lieu mythique, ce groupe se manifestera dans d'autres cercles catholiques et à la télévision colombienne. (Référence : *El Tiempo*, 19 novembre 1981).

Guy Durosier n'allait pas tarder à gagner l'estime des étudiants et des universitaires de cette institution. À ce sujet, sa fille Djénane Durosier m'a appris : « À part ses collègues et d'

autres musiciens, mon père recevait à la maison des gens provenant de toutes les strates de la société colombienne : médecins, avocats, ingénieurs, peintres, etc. Avec eux, il abordait toutes sortes de sujets, notamment, il va de soi, la musique. Mon père était un bibliophile et un lecteur invétéré. Il possédait beaucoup de livres, de revues, de journaux et des encyclopédies. Il partageait sa journée entre la lecture et la pratique de la musique sur son pianola. »

À part les Noriega, Guy Durosier fréquentera d'autres grands musiciens du jazz colombien, en particulier le grand guitariste Gabriel Rondon. Ce dernier le présente au contrebassiste américain Douglas Mapp, avec qui notre pianiste fera de nombreux *jazz gigs* et quelques festivals un peu partout à Bogota. (Référence : Courriel électronique de Douglas Mapp, Lundi 5 octobre 2020, 10 h 37 AM.)

En plus, dès le milieu du mois de juin 1981, il est le pianiste de l'ensemble du percussionniste Javier Aguilera, qui vient d'agrandir son trio. Parallèlement, il fera partie des accompagnateurs d'El ballet de Yesid Ramirez. Cet ensemble folklorique jouait le plus souvent dans le cadre des manifestations culturelles parrainées par La Asociación Colombiana de Locutores. On peut facilement comprendre la raison pour laquelle jusque vers le milieu des années 1980 notre *Mon capitaine* (*El capitán*) et notre *Fèy nan bwa* (*Hojas de los árboles*) avaient fait partie du répertoire de cette troupe. C'est, selon moi, l'œuvre, ni plus ni moins, d'un Haïtien authentique, d'un véritable ambassadeur de la culture haïtienne!

À partir de 1982, Guy Durosier commencera à faire cavalier seul. Il s'illustre comme

pianiste de jazz dans plusieurs lieux de loisir de Bogota. Parmi eux : El Hotel Tequendama (17^e étage de l'hôtel), Restaurante Royal, Gran Cinema Olympia, etc. En plus, il collabore avec Jorge Barón, à l'époque l'un des plus connus organisateurs d'activités artistiques et culturelles de la Colombie. Alors, de très souvent, notre compatriote sera l'invité de Caracol TV et participera avec les artistes Mario Sastre et Gloria Zapata au Festival OTI. (Référence : *El Tiempo*, Miercoles 8 de septembre de 1982, pagina 9).

L'année 1983 sera particulièrement fructueuse pour Guy Durosier. En mars, la Casa Cultural de la Caja Agraria l'embauche pour animer ses activités artistiques au profit de ses employés. Il fait appel au guitariste Gustavo Zapata et à son camarade percussionniste Javier Aguilera pour former un trio. Il valorise alors des pièces haïennes telles que *Morena* (Ma brune), *Michaella* (*Michaëlle*) et *Complainte paysanne* (de Raoul Guillaume), *Choucounne*, *Andréa*, *Ougan kabrit* et plusieurs autres qui seront bien connues en Colombie.

Ce projet allait porter fruit. Le personnel de cette institution l'encourage à enregistrer un album. Pour en assurer la réussite, il invite des musiciens chevronnés. Parmi eux, signalons le guitariste colombien Gabriel Rondon, le percussionniste brésilien Ruben Jaramillo et notre brillant compatriote Yves Arsène Appolon. Il l'intitule *Dix ans après*. L'ancienne superstar des Skah Shah dira de son aîné : « *Guy Durosier était tout simplement un génie. Au cours de ma carrière, j'ai côtoyé beaucoup de musiciens. Pour moi, Guy est le plus grand musicien haïtien de tous les temps. Seul Dieu peut nous envoyer un second musicien de la*

trempe de Guy Durosier ». (Entrevue de Louis Carl Saint Jean avec Yves Arsène Appolon, 18 octobre 2019).

L'aventure n'allait pas se limiter à l'enregistrement de cet album. Pour en assurer la promotion, il forme « El Conjunto Haitiano Guy Durosier », qui passe dans plusieurs clubs de Bogota et d'autres villes colombiennes. Cet ensemble s'est distingué le mercredi 18 mai de la même année dans le cadre d'un festival de jazz au Teatro Cristóbal Colón. (Référence : *Desde de hoy festival de jazz en Colon, El Tiempo*, Vienes 20 de mayo 1983). Rappelons que le Teatro Colón est l'équivalent du Carnegie Hall à New York ou de l'Olympia à Paris.

Connu pour son instinct nomade, Guy Durosier allait bientôt commencer à se fatiguer de la Colombie, en dépit des succès qu'il y a connus. En 1984, encouragé par son ami John Berkeley « Peanuts » Taylor, il prend ses cliques et ses claques et se fixe aux Bahamas. Il joue dans plusieurs clubs avant de mettre ses talents définitivement un an plus tard au service du Buena Vista Resorts. Une fois de plus, l'artiste jouira de l'admiration de tous.

Antoine Ferrier, photographe haïtien vivant aux Bahamas depuis 1963, m'a dit de Guy Durosier : « *Je vis à Nassau depuis près de 50 ans. Beaucoup de nos musiciens et artistes s'y sont distingués : André Toussaint, Raymond Scot, Gérard Hermantin, 'Bob' Gordon, Robert Camille, Edner Guignard, Pierre Blain, Marcel Pierre et plusieurs autres. Guy Durosier avait dégagé une aura naturelle qui le différenciait de tous ses pairs. À un certain*

Suite en page 5

LA COLUMNA ESPAÑOLA

COMO PARTE DEL CAMBIO PROPUGNADO POR LUIS ABINADER

Perfil del próximo embajador dominicano en Haití

Desde pagina 1

juramento. Así que se puso a trabajar inmediatamente, no sólo advirtiendo a los altos funcionarios del gobierno que no se toleraría a quienes han cedido a la corrupción, sino que ya ha puesto en marcha la maquinaria judicial contra los funcionarios de la administración anterior que se comportaron mal en este ámbito. Huelga decir que el objetivo de transformar la administración pública también concierne a la diplomacia, en particular en lo que respecta a Haití, un vecino que limita con la República Dominicana.

Competencia y experiencia al servicio de la diplomacia

En un momento de cambio, en la República Dominicana, el amiguismo y el clientelismo deben ser descartados en la elección de las mujeres y los hombres llamados a llevar a cabo las políticas dominicanas en relación con su vecino más cercano. Si las habilidades necesarias se encuentran entre los partidarios de Abinader, tanto mejor. Pero si el presidente dominicano quiere el cambio que propugna en todos los ámbitos de los asuntos públicos, no hay nada que le impida buscar en otra parte, incluso dentro de la oposición. En cualquier caso, menos de tres meses después de haber jurado, Luis Abinader ha demostrado que tiene la intención de poner su dinero donde está su boca. Esta actitud se reflejará sin duda en la elección de los representantes de la República Dominicana en Haití.

Estas reflexiones nos llevan al general de brigada retirado del ejército dominicano Rafael A. De La Cruz R., que tiene una notable carrera diplomática a sus espaldas. Su tarjeta de visita no puede pasar desapercibida, sobre todo después de sus viajes de servicio en Haití y Francia.

La formación académica y profesional y las experiencias de Rafael De La Cruz

El general de brigada retirado Rafael A. De La Cruz se presenta como el candidato ideal para representar a su país ante un estado extranjero que conoce bien geográfica, política y diplomáticamente. Su formación académica y las habilidades profesionales que ha adquirido le han preparado, sin duda, de manera única para una carrera diplomática de alto nivel.

De hecho, en la República Dominicana, es un técnico aeronáutico graduado, además de estudiar administración y mantenimiento para funcionarios públicos en Panamá. Posteriormente, en 1988, más precisamente en Francia, pasó un año estudiando francés mientras se formaba como técnico de helicópteros franceses. En 1992, estuvo de nuevo en México, donde recibió un año de capacitación en adquisiciones con la empresa "Eurocopter de México", concretamente en el reacondicionamiento de helicópteros, antes de ir a los Estados Unidos de América, donde recibió capacitación en materia de adquisiciones.

Continuando con su formación académica y profesional, en

el año 2000 se graduó en "Comando y Estado Mayor" (IMES, en R.D.), mientras estudiaba francés en la Alianza Francesa en Santo Domingo. Becado en Francia, es profesor de francés en la Universidad de Poitiers, Francia. Luego enseñó francés en varias instituciones militares de la República Dominicana (IMES, EIFAD, AMFA), además de las universidades UASD y UNEFA.

También estudió Administración Pública y Gestión de Recursos Humanos (ONAP). Al mismo tiempo, se desempeñó como instructor técnico de aviación en las Fuerzas Armadas dominicanas.

En 2007, asistió al curso de instructores en derechos humanos y derecho internacional humanitario y conflictos armados, en Whinsec, Fort Benning, Georgia (Estados Unidos de América). Luego, en 2011, curso de postgrado en defensa nacional (clase 182, promoción Louis Pasteur, región IHEDN), en el Instituto de Altos Estudios de Defensa Nacional de Francia.

Otros estudios realizados: Curso de inglés intermedio en el ICDA y el ICMA y curso técnico de gestión informática. En 2007, cursos de liderazgo en la Escuela de Negocios Barna, planificación estratégica, operaciones conjuntas y combinadas, toma de decisiones militares, Seminario II: Canadá, I+D y el nuevo entorno de seguridad, entre otros.

Rafael De La Cruz se retiró como General de Brigada Tec. Aviación FARD, después de mantener las siguientes posiciones: Gerente del Taller de Instrumentación de la Escuela de Mantenimiento, Director de la

Escuela Técnica de Aviación, Comandante del Escuadrón de Mantenimiento, Oficial de Control de Mantenimiento, Director y Supervisor de la Escuela de Idiomas FARD, Profesor de Idiomas de la Academia AMFA, IMES, FARD, Director de la Oficina de Turismo de la SECTUR, Haití (2001-2005), Agregado Militar en Haití (2006), Director Administrativo Adjunto de la IMES y Asesor Internacional de la Policía Turística "POLITUR", Asesor de la J. E.M. de las ADF, en asuntos haitianos, Director de la Dirección de Asuntos Haitianos del Ministerio de Defensa, agregado militar, naval y aéreo de la República Dominicana en Francia (concomitante en Italia), de mayo de 2009 a septiembre

Honores y premios

El itinerario profesional del General retirado Rafael De La Cruz está marcado como el receptor de las siguientes condecoraciones: "Diploma de Reconocimiento Juan Pablo Duarte por el servicio continuo durante 20, 25, 30 y 35 años en las ADF, Medalla de Honor y Mérito del Ministerio de Defensa de la República Bolivariana de Venezuela, Carta de Reconocimiento del Ministerio del Interior francés durante las operaciones de socorro tras el huracán George, entre otras.

El Sr. De La Cruz se complace en hablar español, su lengua materna, así como francés, inglés y criollo haitiano. Es un analista experto en asuntos haitianos, habiendo dado numerosas conferencias sobre el tema a nivel nacional e internacional

(EE.UU. y Francia), y también es estudiante de derecho en la Universidad Experimental Feliz Adam.

También es analista de la seguridad de los asuntos haitianos, así como de la defensa y la geopolítica de Oriente Medio. Tiene una amplia experiencia internacional en este campo, habiendo trabajado para el Estado dominicano en esta área durante 16 años.

Una de las experiencias más conocidas de su vida militar fue su participación, como auditor, en 21 reuniones en el marco de las negociaciones de la OEA sobre la crisis política haitiana (Luigi Enaudi, delegado de la OEA) que condujeron a la salida del presidente Aristide y a la gestión de la misión de la ONU (MINUSTAH), de 2001 a 2005.

El Sr. De La Cruz dice que ha adquirido una enriquecedora experiencia diplomática-política y social durante su misión de seis años como agregado militar, naval y aéreo en Francia. Esta fue una valiosa oportunidad para interactuar con las personalidades más famosas del mundo de la Defensa y la Seguridad Internacional, habiendo, durante este tiempo, dado también conferencias en las universidades de este país.

Es posible encontrar otros ciudadanos dominicanos que pueden tener habilidades similares a las de este ex militar. Pero es una buena apuesta que sus itinerarios académicos y profesionales no serán los mismos. Por ello, su expediente merece un análisis especial de los implicados en la elección de los representantes de la República Dominicana en el extranjero.

DANS LE CADRE DU CHANGEMENT PRÔNÉ PAR LUIS ABINADER

Profil du prochain ambassadeur dominicain en Haïti

Par Léo Joseph

Même avant d'avoir prêté serment, en prévision de la cérémonie de prise en charge de la République dominicaine, le président

élu avait exposé clairement sa vision politique qu'il entend imposer à son gouvernement par rapport à Haïti. Une telle ambition, à l'instar du changement qu'il prône, dans son pays, exige le choix d'une équipe diploma-

tique compétente, sous la direction d'un ambassadeur traînant derrière lui une carrière sans faille, dans le domaine des relations extérieures. Mais surtout un personnage de terrain dotée de compétences exclusivement

adaptées aux pratiques politiques et diplomatiques haïtiennes.

En effet, quand, au cours de sa campagne électorale, qu'il a menée durant plus de deux ans, Luis Abinader Corona faisait du « *changement* » son cheval de bataille, il n'a point tardé à aller en besogne, après sa prestation de serment. Aussi s'est-il immédiatement mis au travail, non seulement en avertissant les hauts fonctionnaires de l'État que ceux qui ont donné dans la corruption ne seront pas tolérés, mais a déjà mis la machine judiciaire en branle contre des fonctionnaires

de la précédente administration qui se sont mal comportés dans ce domaine. Point n'est besoin de rappeler que l'objectif de transformation de l'administration publique concerne également la diplomatie, notamment en ce qui concerne Haïti, voisin limitrophe de la République dominicaine.

La compétence et l'expérience au service de la diplomatie

À l'heure du changement, en République dominicaine, le copi-

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Suite en page 12

Guy Durosier : L'itinéraire d'un artiste immortel 9^e partie (1980 - 1998)

moment, à Nassau, la popularité de Guy n'avait rien à envier à celle d'Harry Belafonte. C'est un homme qui était très respecté tant pour son talent musical que pour sa bonne éducation ». (Entrevue de LCSJ avec Antoine Ferrier, dimanche 21 octobre 2012).

De Guy Durosier, le superbe saxophoniste Marcel Pierre, qui évolue aux Bahamas depuis 1961, m'a peint un tableau semblable à celui de M. Ferrier. Pour Marcel: « *Guy Durosier a fait la fierté d'Haïti aux Bahamas. Tous les grands musiciens bahaméens lui avaient réservé la même admiration vouée à tous les autres artistes étrangers. Ce que j'ai beaucoup aimé en lui également était son patriotisme. À chacune des fêtes nationales, il organisait ce qu'il avait appelé "A night in Haiti" (Soirée haïtienne). Guy était un homme admirable...* ». (Entrevue de LCSJ avec Marcel Pierre, lundi 22 octobre 2012).

Deux ans après avoir gagné les Bahamas, une occasion longtemps rêvée permettra à Guy Durosier de revoir sa terre natale: le 7 février 1986, le président Jean-Claude Duvalier perd son pouvoir et se rend en exil en France. C'est pour l'artiste la fin de près de treize années d'éloignement et de douleur et près de trois décennies des mêmes blessures et traumatismes psychologiques pour des milliers d'autres exilés.

Quelques semaines après la dévastatrice « bamboche démocratique », Guy Durosier visite les siens. En juillet de la même année 1986, il est invité par le légendaire impresario et organisateur de spectacles Jean-Claude Verdier à participer au « Festival de la Musique haïtienne » organisé au Théâtre National. Il est accompagné par le gratin des musiciens de la génération suivante: Joseph Charles, Jr., dit Joe Char-

les (contrebasse), Fred Déjean (saxophone alto), André Déjean (trompette), etc. Succès total ! À la suite de ce spectacle, la critique a salué son brio en ces termes: « ... Guy Durosier est aussi à la fois le talent, l'expérience, la discipline, la créativité et ce surplus qui fait la différence et qu'il n'est pas donné à tout le monde de posséder : le génie ! » (Référence : Guy Durosier : le second souffle, Haïti Observateur, 24 – 31 avril 1987, page 3.)

La réconciliation avec la diaspora haïtienne des Etats-Unis ne tardera pas à se produire. Bientôt, il se fait applaudir dans plusieurs villes américaines par la communauté haïtienne, qui lui avait manqué et qu'il avait manqué également. En effet, le dimanche 8 mars 1987, moins de douze ans après la déception qu'il avait essuyée le samedi 15 juillet 1975 au Colden Auditorium du Queens College, il se fait applaudir au Cénégal Manor, à Brooklyn. Dans son exécution de *Si wa l an Ayiti*, accompagné à la guitare par Ricardo « Ti Plume » Franck, il a arraché des larmes à plus d'un.

À ce sujet, le fils du célèbre guitariste Joseph « Kayou » Franck m'a avoué: « *J'ai vécu des moments inoubliables au cours de ma carrière. Celui qui ne s'effacera jamais de ma mémoire est bien la première fois où j'ai eu le privilège d'accompagner Guy Durosier. Il avait le don naturel d'émouvoir un public comme aucun autre artiste ne pouvait le faire. Guy Durosier était un génie* ». (Entrevue de LCSJ avec Ricardo « Ti Plume » Franck, 21 juillet 2006).

La fête de réconciliation allait se poursuivre un peu partout. Le dimanche 19 avril 1987, sur l'invitation du très connu entrepreneur Gayrol Démsthènes, propriétaire de Gaydem Records, il partage le tréteau du Whitman Auditorium, situé le campus du Brooklyn College, avec l'Orchestre Septentrional, Scorpio, la troupe Louinès Louinis et Léon Dimanche. Il est accompagné par

les talentueux Joe Charles (contrebasse), Bobby Sanabria (percussion), etc. Succès total ! À la suite de ce spectacle, la critique a salué son brio en ces termes: « ... Guy Durosier est aussi à la fois le talent, l'expérience, la discipline, la créativité et ce surplus qui fait la différence et qu'il n'est pas donné à tout le monde de posséder : le génie ! » (Référence : Guy Durosier : le second souffle, Haïti Observateur, 24 – 31 avril 1987, page 3.)

S'enchaînent les succès. Peu de temps après, le même Gayrol Démsthènes lui propose d'enregistrer un disque. Acceptant volontiers cette proposition, il le baptiste *L'Apothéose*. L'album porte bien son nom ! Idem pour le sous-titre... *D'une génération à une autre*. Quelle audace ! Ses complices Joe Charles (contrebasse), Philippe Charles (guitare), Camille Armand (tambour) et Richard Rodriguez (batterie) l'aideront à immortaliser des joyaux tels que : Alléluia, Noir, Nèg la, Tout Ayisyen, etc. (Gaydem Productions, L.P., 2244).

Peu de jours plus tard, plus précisément à la fin du même avril 1987, Guy Durosier reçoit une nouvelle invitation de Jean-Claude Verdier pour se produire en Haïti. En cette occasion, avec Joe Charles (contrebasse), Philippe Charles (guitare) et Claude Pompilus (cavaquinho), le génie de la rue Montalais est ovationné au Ciné Triomphe. Sans jeu de mot, c'est le triomphe ! Une fois de plus, Guy Durosier a parié sur la jeunesse haïtienne ! Pari réussi ! La sagesse ghanéenne a raison : « *Aucun arbre n'a donné des fruits sans avoir eu d'abord des fleurs* ! »

Mon excellent ami Joe Charles, se basant sur cette collaboration, m'a confié: « *J'ai joué et travaillé avec plusieurs éminents orchestrateurs nord-américains et latino-américains. Aucun d'eux ne se trouve au niveau de Guy Durosier. J'ai pris un plaisir infini à le voir tracer des portées pour écrire dix-huit partitions de musique avec harmonie pour saxophone, trompette et trombone. Et il l'a fait avec une rapidité éclair – en une heure ! – et une aisance étonnante. Comme musicien, Guy Durosier était doué d'une virtuosité sans pareil* ». (Entrevue de LCSJ avec Joe Charles, Samedi 15 août 2020)

Après avoir analysé quelques titres de son *Apothéose*, j'ai abouti à une conclusion que j'estime valable. Si mes données sont correctes, je pense que, en dehors de certains de nos groupes musicaux, Guy Durosier fait partie des rares artistes haïtiens évoluant en solo à avoir chanté beaucoup plus l'Afrique et la race noire. J'en veux pour preuve, à part les quatre à peine citées, des

pièces telles que : *A mes frères d'Afrique, Noir, Nous, Celui-là, Papa*, etc. C'est exactement, donc, le résultat des premières influences qu'il avait reçues dès son plus tendre âge. J'en avais d'ailleurs fait allusion dans la première publication de cette série d'articles sur cet immortel artiste. Franchement, Guy Durosier m'a fait revenir à la mémoire ce proverbe français que ma grand-mère aimait souvent répéter de son vivant: « *Ce qu'on apprend au berceau, dure jusqu'au tombeau* ».

Autant dire, Guy Durosier adorait son pays et sa race. Pour en rendre témoignage, sa fille Djénane m'a récemment appris : « *Bien que j'aie quitté Haïti à l'âge de deux ans, jusqu'à présent, je me considère Haïtienne. En plus, je suis fière d'être noire. Depuis que j'étais fillette, mon père m'a appris que je dois être fière de mon pays et de ma race. J'adore mon père* ».

À mon humble avis, le *Nous* de Guy Durosier aurait dû être connu des enfants noirs de tous les pays du monde et en particulier ceux de chez nous. Dans ce morceau, on ressent le souffle de l'immortel barde indigéniste Carl Brouard dans son poème du même titre. De même que certains critiques avaient affirmé que « *Massillon Coicou mérite l'immortalité rien que pour la composition du poème Complaintes d'esclave* », je pense qu'il n'est pas exagéré de dire de même de Guy Durosier pour des perles telles que *Nous, Haïti, c'est toi que je préfère* et *Si Wa l an Haïti*. Seuls les génies de la race les ont arrachées de son âme !

La fin des années 1980 sourira de plus belle à Guy Durosier. En deux occasions, il rééditera le même triomphe sur le sol natal. D'abord, le 26 juillet 1988, il participe au Feu Vert Night-Club, au Cap-Haïtien, aux festivités marquant le 40^e anniversaire de la fondation de l'Orchestre Septentrional. Une semaine plus tard, il galvanise les habitués du Café des Arts à la rue Lamarre à Pétiion-Ville et ceux du Rex

Théâtre, à la rue Capois, à Port-au-Prince.

La décennie 1990, sa dernière en ce monde, verra un Guy Durosier de plus en plus actif dans la diaspora haïtienne en Amérique du Nord, particulièrement dans celle des Etats-Unis. Le samedi 3 mars 1990, il émerveille le public floridien au cours d'un bal qu'animait le Tabou Combo à Hyatt Regency Hotel, à Miami. L'excellent percussionniste Yves André, dit Kapi, m'a raconté un exploit de son idole en ces termes : « *Au cours d'un bal du Tabou Combo, Guy Durosier a passé une heure à chanter et à s'accompagner à l'orgue. Pendant cette longue durée, il n'a pas commis une seule erreur. C'est un musicien que j'idolâtre. Je voue un respect illimité à Guy Durosier* ». (Référence : Entrevue de LCSJ avec Yves André, vendredi 4 octobre 2019).



Le 22 septembre 1991, notre artiste fera de nouvelles merveilles à New York. Il est invité par Lionel Lamarre, le dynamique président de l'International Stars Productions, qui organise un programme spécial au Whitman Auditorium, à Brooklyn. Accompagné par Rigaud Simon (basse), Makarios Césaire (guitare), Jean Carol Botreau (batterie) et d'autres jeunes musiciens, Guy Durosier a enflammé la scène de cette salle de concert. Le lendemain, il a humblement déclaré : « *Je me sens tout petit devant mon peuple qui m'a toujours donné le courage de continuer à me surpasser pour amener le message de la culture haïtienne dans le monde. Je vois la grandeur de ce peuple qui a enduré ce que j'ai refusé de vivre dans mon exil* ». (Entrevue de Guy Durosier à Thierry Antha, *Haïti-Observateur*, 2-10 octobre 1991, page 20).

1993 reste une date importante dans la vie de Guy Durosier. De mars à avril, il est ovationné un peu partout à Port-au-Prince, à Miami, à Brooklyn (dimanche Pâques 11 avril à Whitman Auditorium) et dans d'autres endroits. En juillet de cette même année, il

Suite en page 9

DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor

Cabinet Medical
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hémie
Circoncision
Tests de sang et de
grossesse
Grippe

MEDECINE CHIRURGIE

Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Pawòl la di : Sa w simen se sa w rekòlte, Men pa gen okenn rejwisans jan bagay yo vire la a

Men COVID-19, osnon *coronavirus*, jan yo rele l la, montre li pa nan rans ak mounn ki pa ba l enpòtans li merite. Li fonsse sou mesye ki konprann se li ki pi gwo chèf sou latè beni. Asireman, pa gen anyen de nouvo m ap di nou la a, nou deja konn katon an, men m ap ban nou kèk ti eksplikasyon

sa a li te pral nan premye deba avèk vis prezidan *Joseph « Joe » Biden* nan. Ankò, nan mèkredi, 30 septanm, *Hope Hicks* te abò avyon prezidan an lè l t al nan *Minnesota* an kanpay. Dam nan pa t santi l twò byen, donk yo mete l nan youn chanm apa nan avyon an jouk yo tounen avè l



Prezidan Trump k ap kite lopital Waltè Rid yè aprèmidi lundì.

sou sa m tande epi jan mwen wè bagay yo, mwen menm. Wi, mezanmi, COVID-19 fonsse sou prezidan *Donald Trump*, fese l atè!

Nouvèl la tonbe vandredi maten byen bonnè, avan l te fè jou, paske a 12:54, prèske in è d tan apre minui, prezidan *Trump* te lage youn *twit* deyò a pou l di, tekstyèlman ann angle, pawòl sa yo : « *Tonight, @FLOTUS and I tested positive for COVID-19. We will begin our quarantine and recovery process immediately. We will get through this TOGETHER.* » Men tradiksyon an : « *Aswè a, PREMYE DAM nan avè m nou teste pozitif pou COVID-19 la. N ap kòmanse an karantèn tousuit epi suiv tou sekilfo pou nou jwenn gerizon. N ap fè fas a sityasyon sa a ANSANM.* »

Sa k fè m vini ak enfòmasyon prezidan an ak tout presizyon sa yo se pou m montre nou ke Mesye *Tronp* ak mounn li yo kache bagay yo jiska ladènyè minit lè yo pa kapab ankò. E sa se youn move politik, sitou lè w annafè ak youn lènmi tankou COVID-19 ki pa rate youn okazyon pou l make pwen.

M ap ban nou dewoulman kesyon an jan COVID-19 la rantrè lakay prezidan an e kijan yo bat pou kouvri sa. Se depi nan aswè jedi, premye (1e) oktòb, a 8-è-7 minit, *Bloomberg News* lage nouvèl la sou entènèt, pou di ke « *Hope Hicks teste pozitif pou COVID-19.* » Dam sa a travay kolekole ak prezidan an. Li te menm vwayaje nan madi, 29 septanm nan, ale nan *Cleveland, Ohio*, nan avyon prezidan an avèk li epi madanm chèf la ak tout fanmi l. Se lè

Wachinnton.

Apre *Bloomberg* te mete nouvèl la deyò, *New York Post*, youn nan journal Nouyòk yo, te kouri vin ak youn istwa a 8-è-40 menm jou swa a, 33 minit pita. Men se anviwon 2-zè d tan pita, prezidan *Trump* pral bay youn entèvyou sou *Fox Televizyon*, stasyon li pi renmen an, pou l di, wi, li aprann *Hope Hicks* teste pozitif pou COVID-19; ke li-menm ak madanm li deja fè egzamen, y ap tann rezilta. Epi, kòm mwen sot di piwo a, apre minwi, anvan in-è di maten, gwo nouvèl la tonbe : Se prezidan an ak madanm li ki pran nan pongongon an. COVID-19 pa gen respè pou pèsoun, pa menm pou prezidan ameriken an ki pa t ba l enpòtans, jiskaske li pa renmenm fè sa pwòp otorite lasante k ap travay pou li yo di l ke tout mounn dwe obsève : **Mete mask nou lè n deyò, pratike kanpe adistans youn ak lòt, lave men nou souvan.** Men se pa pou li y ap pale.

Okontrè, jan bagay yo ap devlope a, e plis n ap jwenn enfòmasyon, sanble se depi nan samdi, 26 septanm, maladi a debake nan Mezon-Blanch, palè prezidan an, nan Wachintonn. Se jou sa a prezidan *Trump* te fè gwo fèt nan lakou palè a, nan Jaden Wòz la. Men apre fèt nan lakou sa a, plis pase 150 mounn rantrè anndan kote te gen gwo resepsyon. Epi se te gwo anbrasad adwat agòch, bon jan ti bo ak bonjan lanmen epi akolad.

Rezilta : Omwens 8 mounn ki te nan fèt la, 3 senatè repibliken pami yo, pran nan COVID-19. Prezidan inivèsite *Notre Dame*,

nan eta *Indiana*, pran nan koze a. Msye pa t ka pa la nan fèt sa a, kote youn diplome lekòl li a, Madan *Amy Vivian Comey Barrett*, te pral resevwa gwo lonnè sa a : Prezidan nonmen l kòm jij Kou Siprèm Etazini, pi gwo tribunal nan peyi sa a. Enben, nan paka pala l la, li tou pran nan COVID-19.

Epi se konsa nou vin aprann ke Madan *Comey Barrett*, bò kote pa l, te pran youn kout COVID-19 diran mwa lete yo, dizon vè jen, jiyè konsa. Men, a laj 48 an e an bon sante, li te batay vit ak maladi a pou wete l sou li. Asireman, antan ke bon manman pitit, li pa t kite ti mounn li yo sikile anndan Mezon-Blanch la, nan Wachintonn, pami tout bann mounn yo. Avrèdi, nou te wè kijan yo te met ti mounn li yo chita sou premye ran, kote *Melania Trump*, madanm prezidan an. Epi prezidan an, pou kont pa l, te ranje pou ti Ayisyen yo te parèt anfòm pa twò lwen l pandan li t ap entwodwi manman yo bay nasyon an kòm jij li chwazi pou ranplase jij *Ruth Bader Ginzburg*, ki te mouri le 18 septanm alaj 87 an. Kivedi a 48 an kounnye a, jij *Comey Barrett*, si li jwenn apwobasyon kòm jij avi, li gen plis pase 3 dizèn lane devan l la a, si sante l kenbe djanm.

Men ann fè youn ti analiz sou kesyon apwobasyon jij *Comey Barrett* la. Premyèman, nou konnen selon jan sa konn fèt, nan youn lane kote y ap fè eleksyon pou prezidan, yo dwe tann jouk apre eleksyon pou chwazi jij la, paske pèp la gen youn pawòl pou di nan sa tou. Paske prezidan ki la nan kòmanaman lane elektorat la kapab pa pase an novanm, donk se youn kout mèt dam y ap fè si yo apwouve jij la anvan eleksyon an.

Se konsa sa te ye oparavan. Men repibliken yo di sa k te pase nan lane 2016, lè yo te bloke youn jij prezidan *Obama* te chwazi, 9 mwa anvan eleksyon, sa pa kenbe fwa sa a. Yo te menm prezante video senatè *Mitch McConnell* ak *Lindsay Graham* ki t ap plede nan lane 2016 kont apwobasyon jij prezidan *Obama* te nonmen an. Yo sanwont, yo pa di anyen. Vwala ke jodi a, *McConnell* se chèf Sena repibliken an epi *Graham* se prezidan Komite Jistis la ki anchaj tout deliberasyon pou apwobasyon jij *Comey Barrett* kounnye a. Se youn bann ipokrit, kòm si yo ta di, « *Zafè mouton pa zafè kabrit. Devan pouvwa avi nou p ap fè bak !* »

Men bagay yo pa fin twò klè nan fen semèn nan, paske gen 3 senatè repibliken ki pran nan COVID-19. Nan vandredi, senatè *Thom Tillis, North Carolina*, ak *Mike Lee, Utah*, di yo teste pozitif epi yo an karantèn. Nan samdi, se *Ron Johnson*, ki soti *Wisconsin*, ki di li pran tou. Senatè *Tillis* ak *Lee* se manm Komite Jistis la, ki fèt pou panche sou deliberasyon pou apwobasyon jij *Comey Barrett* la ki dwe kòmanse nan dat 12

oktòb. Èske 2 senatè sa yo pral kapab opere jansadwa le 12 oktòb?

Epi repibliken ap bezwen tout senatè l yo, 53 ki reprezante majorite a, pou vote anfavè jij *Comey Barrett* lè pou vòt la fèt anvan

kote Lapolis nan *Fort Lauderdale*, an Florid, fouke *Brad Parscale*, fese l atè nan lari, paske madanm li te rele 911 (*Emergency*) pou vin ede l ak msye. Li te ame e l te di l ap konmèt suisid. Pòv dam nan te gen gwo grafouyen bò



Prezidan Donal Tronp ak premye dam Melanya.

eleksyon 3 novanm nan. Avèk 3 senatè sa yo ki atè epi 2 lòt ki di yo pa dakò pou chwazi jij la anvan eleksyon 3 novanm nan, sa fè 5 repibliken ki pa fin two si. An palan de sa, se 2 senatè fanm ki pran pozisyon sa a : *Lisa Ann Murkowski*, nan eta *Alaska*, avèk *Susan Collins*, nan eta *Maine*. Kivedi nou pa wè majorite a ka kenbe, paske w bezwen 50 plis vis prezidan an pou yo genyen pari a. Antouka, akòz jan sitiya-syon an ye la a, akòz COVID-19, vòt pou apwouve jij *Amy Vivian Comey Barrett* pa fin twò klè.

Men bagay yo pa klè nonplis ak kanpay electoral prezidan *Trump* la. Chèf Pati repiblike an, *Ronna McDaniel*, pran nan COVID-19. Chèf kanpay prezidan an, *Bill Stepien*, pran nan COVID-19 tou. Se nan mwa jiyè a msye te pran mayèt la nan men *Brad Parscale*, ke prezidan *Trump* te met atè akòz jan sa te pase mal nan premye gwo reyinyon prezidan an te fè nan mwa jen, nan *Tulsa, Arizona*, depi COVID-19 te mete youn fren nan gwo reyinyon yo nan mwa mas.

Enben, nan dat 28 septanm nan, nou wè, nan youn videyo,

kou l ak sou bra l. Men l pa t vle pote plent kont mari a. Li di mari l anba anpil presyon depi yo te mete l atè kòm chèf kanpay prezidan an. Antouka, jan nou tande l la, menm ansyen chèf kanpay prezidan an nan tèt chaje. Vrèman, jan pawòl la pati a se « *Zwazo menm plimaj vole ansanm !* » Osnon, « *Di m ki mounn ou frekante, m a di w ki mounn ou ye!* »

Bon, m ap oblije fè youn kanpe sou kesyon COVID-19 sa a k ap fè gwo zotobre vin respekte l. Men m pa ka ale san m pa di nou ke *Chris Christie*, ansyen gouvènè repibliken *New Jersey*, ki t ap prepare prezidan *Trump* pou premye deba l la avèk *Joe Biden* nan dat 29 septanm nan, pran COVID-19 tou. Li lopital. Men jouk nan dimanch swa, yo pa t ko di n sa k pase *Rudy Giuliani*, ansyen majistra Nouyòk la. Se li avèk *Christie* ki t ap bay prezidan *Trump* poul sou kijan pou l te trete kandida anfas li a : *Joe Biden*.

Epi sa vin kite n ak pi gwo pwoblèm nan : Depi vandredi swa prezidan peyi a lopital militè *Walter Reed*, nan *Behesda*, nan

Ale nan paj 12

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

HAPPENINGS!

Compounding the fraud of an illegal and anti-constitutional Electoral Council

Continued from page 1

reported and widely commented by the press and on social networks, the nine-member CEP was announced some 48 hours following the suggestion, even an order, by an unnamed "Senior State Department Official," during a virtual close-circuit "Briefing" with some journalists on September 16. He had said: "President Moïse has the capacity to appoint a new provisional council. There is a provision for that in the constitution. He is supposed to get recommendations from the different civil society groups."

On September 18, President Moïse, who was only waiting for the signal from Washington, published in *Le Moniteur*, the official government gazette, the decree unveiling his CEP, composed of five (5) women and four (4) men, tasking them with organizing, not only elections at all levels, but also of elaborating a new Constitution for the country.

This dictatorial grab for total power by Mr. Moïse was met with a general outcry from leading voices inside Haiti and in the Diaspora. Initially, criticism centered on the personalities named to the council, who didn't come from known organizations, in defiance of the current constitution which mandates that council members will be appointed from such groups as the Catholic and Protestant churches, as well as from human rights, labor unions, universities and other groups mirroring the society at large. However, the constitutionally mandated groups refused to participate in organizing sham elections planned by Mr. Moïse, with the full support of his "friends" in Washington.

One of the women named to the CEP, who was disavowed immediately by a Human Rights organization is **Guylande Mésadiéu**, who was named by her husband, **Antonal Mortimé**, of the little known "Défenseurs Plus" organization, to represent the Human Rights sector in the CEP. Both have been banned as "traitors" by the "Rasin Kan Pèp la" (Rooted in the People's camp), a broader umbrella group to which they had belonged. Dismissing his critics, President Moïse named **Mrs. Mésadiéu** president of the bogus CEP.

But the most daringly fraudulent case is that of **Esperancia César**, who said she represented the Haitian Diaspora, intimating

that she is a member of the formerly Chicago-based United Front of the Haitian Diaspora, now operating from a Maryland suburb of Washington. United Front officials have disputed that she represents the organization.

In a press release last September 20, by COHD (*Coalition des organisations haïtiennes de la Diaspora*) **Esperancia César** is said "not representative of the Diaspora, neither credible." In addition, the text, in French, states: "She is not the member of any political group, of any association or known Haitian institution operating outside of Haiti." In conclusion, the COHD wrote: "We firmly denounce this clearly unconstitutional decree which is an abuse of power." Signing the statement which, in two days, had gathered more than 118 names of Haitian personalities and groups in 11 countries, is the well-known



Nan zafè eleksyon, Jovenel Moïse, ki se prezidan PHTK, pa kanpe menm kote ak prezidan an.

Théodore Fayette, PhD, of the *Haiti Première Classe*, the Sunday TV program in New York.

Compounding the fraud

In their determination to impose their fraudulent CEP, the expert fraudsters have compounded the original fraud of Jovenel Moïse in setting up his bogus CEP. On September 23, at 8:25 PM, a certain **Fredline Phiscien** posted a defense of "Madame **Esperancia César**" on Facebook. Writing in French, this **Fredline Phiscien** asserts that "living outside of the country, Madame César enjoys notoriety in the sector of the diaspora (sic) in America, Europe, Africa and Oceania."

Her notoriety is of "such an extent that, she was designated as member of the Committee to do the follow-up after the National Day of the Diaspora (JND 2018) -sic- that was organized at Moulin sur Mer by the Ministry of Haitians Living Abroad ([French acronym] MHAVE). The archives exist and can be verified."

Confronting those who would "tarnish" the good reputation of this eminent representative of the Haitian Diaspora as member of the Jovenel Moïse CEP, **Fredline Phiscien** comes up with several Haitian organizations that are backing **Esperancia César**. For the record, she lists them, at times giving only the city or the state where they operate, or the city and country. Here in the order given: New York, Chicago, Montreal, Melbourne [Australia or Florida?], Santiago in Chili, Santo Domingo in the Dominican



Esperanza Seza ke yo di ki reprezante dyaspora a nan CEP koupyon an.

Republic, Brazil, Florida, California, Nassau in the Bahamas, Benin in Africa.

Interestingly, the names of the leaders of the organizations are given also, but I will not waste space naming them all because they are fake. The fraud is so glaring, as far as some names are concerned, that I have decided to point them out just as examples. Take New York, where we are based, no one knows of the "Front Engagé pour l'intégration de la Diaspora en Haïti," led by "Madame Line Mona Lisa." Obviously, **Fredline Phiscien** has concocted, not only the name of that organization, but also has deformed the name of someone who is well-known in New York circles, **Monalisa Ferrari**, as the leader of the "Front Engagé." Ms. Ferrari, with whom I am often in contact, told me: "I've never heard of this Front Engagé. This could be detrimental to me, because people may think it is really me. This fraud should be exposed."

The same was done for Chicago, with the "Fédération de la diaspora haïtienne," whose leader is said to be **Lionel Jean Calixte**. That name closely resembling that of **Lionel Jean-Baptiste**, the Chicago judge who had started the "United Front of the Haitian Diaspora," and recently retired of his duties. My suspicion intensified when I saw the name of "**Juge Lionel J. Batis**," representing the "Diaspora

lakay" [Diaspora at home] in "Bénin-Afrique," I didn't need any other convincing evidence to comfort me in my suspicion about fraud elaborately concocted by **Fredline Phiscien**. Her document is a fraud, a fake of the first order. Thus, I sent an e-mail to the **Fredline Phiscien** to clarify certain things. Though the email never bounced back, as of writing, I have received no answer. I wonder whether her friend Jovenel Moïse, who adorns her Facebook page, has advised her not to return my call. Probably they know that I did my investigation and have discovered their fraud.

In any law-abiding country, including the United States, before it started on the path to MAGA, the fraudulent use of someone's name is a crime. It is considered a felony, subject to a fine and imprisonment. Here's what written about that: "Any claimant or representative of a claimant who knowingly and willfully makes a false statement or representation for the purpose of obtaining a benefit or payment under this chapter shall be guilty of a felony, and on conviction thereof shall be punished by a fine not to exceed \$10,000, by imprisonment not to exceed five years, or by both." (33 U.S. Code @931. Penalty for misrepresentation)

Indeed, my friend was correct: "Even lies they don't know how to tell convincingly." One



Jij Wendèl Kok ap pran menas paske yo akize l di se li ki te anpeche CEP a prete sèman.

wonders whether the likes of **Guylande Mésadiéu**, **Esperancia César** in the bogus CEP and an enabler like **Fredline Phiscien**, based in Florida, fit the characteristics of people mentioned by the "Senior Official of the State Department" in his September 16 "Briefing," when he said that those considered for top jobs, like members of the CEP should be "people who have a reputation for integrity, honesty, [and] competence."

Embracing those who are experts in fraud of all sorts, the "Senior State Department Official" clearly threatened those who fail to obey Washington's dictate to accept the U.S. view of democracy. He said: "Frankly, I have to say I'm a little bit tired of every group, every opposition party in Haiti, saying, 'Well, I won't appoint my person, [to the bogus

CEP] or 'We won't have an election,' or 'We won't run in this until you meet all of my political demands.' That's not democracy. And so, we are quite insistent on this, and it's going to start to have consequences for those who stand in the way of it." (Bold ours.)

***Schism within the ruling "Tèt Kale" (Bald Headed) party over J. Moïse's bogus CEP.** When the president of the "Parti Haïtien Tèt Kale" (PHTK) or *Bald Headed Party*, like its founder Michel Joseph Martelly's bald head, denounces the formation of the Provisional Electoral Council set up by President Jovenel Moïse, one wonders what's next.

In an interview with MgiK-9 radio on Thursday, September 24, Liné Baltazar, president of the PHTK said, "as constituted, this CEP will not be able to organize credible elections." He called on President Moïse to "work out a political agreement before organizing elections and undertake a change of constitution." He added, "It is up to the president to take all sorts of measures in getting the country to function, but he cannot organize elections [as planned] and change the constitution."

Mr. Baltazar noted that for the "Cour de Cassation," as Haiti's Supreme Court is called, to refuse to attend to the swearing-in of the members of the new CEP is indicative of "a deep malaise."

Reportedly, on September 22, when the nine members of the bogus CEP went to the office of the Supreme Court for the swearing-in ceremony, they were left waiting for more than two hours. Whereupon Judge Windelle Coq told them the swearing-in is in abeyance till further notice because there was no quorum. Observers noted that some of the judges, seen in the building early that morning, had left before the CEP members arrived.

Meanwhile, Judge Coq has called for reinforced security for his person, following telephone threats from unidentified sources. In today's Haiti, with "Federated gangs" in the service of the highest authorities, under the glare of the international community, including the U.S. ambassador in Port-au-Prince and the U.N's Secretary general representative, anything can happen to the judge.

***Meanwhile, in a preliminary report, the DCPJ, or the Central Directorate of the Judicial Police, confirms some of the revelations made by HO regarding the assassination of Monferrier Dorval, the late president of the Port-au-Prince Bar Association. Dated September 16 and signed by Rodrigue**

Continued to page 12

Cri d'alarme en faveur d'une région délaissée

(Suite à une visite surprise du chef d'État, à Vieux Bourg d'Aquin, voilà seulement deux semaines, dans le cadre de l'inauguration de moteurs qui étaient tombés en panne depuis plusieurs années, des fils du Sud-Est estiment devoir profiter de l'occasion pour faire entendre leurs voix. En apprenant que des membres de

la situation plus que lamentable dans laquelle se trouve une zone qui pourrait servir de grenier à la capitale, de plus en plus en butte à la surpopulation. H-O leur donne hospitalité, tout en souhaitant que les décideurs du pays écoutent leurs doléances, dans une période de temps raisonnable).

sibles, tandis que ces mêmes produits se font de plus en plus rares à Port-au-Prince, du fait de la poussée démographique dont est l'objet la capitale du pays. Il va sans dire que ce tronçon de route est d'une importance vitale pour les gens de cette région. Pourtant, depuis le passage du cyclone Laura, en août 2020, la route reliant ces communautés n'est plus carrossable.

La réparation de cette voie aura un impact positif, et immédiat, sur l'économie des localités jalonnant cette route, tant dans son voisinage immédiat que dans les coins les plus reculés. La totalité de ces communautés ont accès à l'école, sous une forme ou une autre, depuis très longtemps déjà. Les localités, tels que Lompré, Chéridan, Dini, Trouin, Clavry, David, Meyer, Baudin, Potier, Blockaus et autres offrent aux jeunes la possibilité de faire localement toutes leurs études primaires et secondaires jusqu'à la philo. Sans aucun doute tous des gens dévoués au progrès et à l'évolution de cette zone seront très reconnaissants au gouvernement qui viendrait à leur rescousse de manière ponctuelle.

En même temps, nombre de résidents d'autres localités encore plus éloignées bénéficieront indirectement de cette route. Le tronçon allant de Baint à Sainte Etienne, en passant, entre autres,

par Grande Colline, Café Lompré facilitera doublement la tâche, de Trouin étant, aux marchands et marchandes de Baint avec ses

mie de dizaines de localités des départements de l'Ouest et du Sud-Est, et, d'autre part, aider à soulager Port-au-Prince du poids



À Beaudin., sur la route Carrefour Saint Étienne-Baint, seuls les piétons font le trajet sans encombre..

cette communauté ont incité le chef de l'État à rendre visite à leur patelin, lors de son passage à Vieux-Bourg d'Aquin, des jeunes Haïtiens domiciliés à Rockland County, dans l'état de New York, qui avaient, en 2019, facilité la visite du président Jovenel Moïse dans leur zone, croient qu'il est opportun de lancer ce cri d'alarme, en vue d'attirer l'attention sur

Le tronçon de route qui relie Saint-Etienne à Baint supporte directement l'économie d'une centaine de localités, avec une population totale d'environ 150 000 personnes. Cette population dépend en grande partie de la production et de la vente de produits agricoles. Les marchés locaux ne peuvent absorber qu'un faible pourcentage des échanges pos-



Accident de la circulation sur la route Saint-Étienne-Baint, un événement récurrent, en raison du mauvais état de la route.

150 000 habitants ; et même à ceux des Côtes-de-Fer avec ses six sections communales et leurs nombreuses localités comptant une population de plus de 50 000 âmes.

De toute évidence, la remise en condition de ce tronçon fait évoquer le dicton selon lequel on peut faire d'une pierre deux coups : Encourager, d'une part, l'écono-

de la demande de produits alimentaires. Enfin, cette construction sera un grand acquis dans le cadre de la stratégie visant la revitalisation du tourisme local et étranger.

Rénold Julien, directeur exécutif de Konbit Nèg Lakay; Jean Edgard Paraisy, conseiller de NOUVIDEB.

SUITE AUX INTERVENTIONS DIRECTES DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Le projet d'élections faites sur risque de sombrer

En Haïti et aux Nations Unies, la France tire la sonnette d'alarme...

Suite de la page 2

et à prendre les mesures appropriées, notamment si la situation en Haïti devait continuer à se détériorer. Je souhaite enfin réaffirmer que la France se tient plus que jamais aux côtés d'Haïti et des Haïtiens pour faire face aux défis de la crise actuelle et également pour construire l'environnement de stabilité et de prospérité auquel ils aspirent bien légitimement.

« Je vous remercie ».

Même son de cloche du côté de l'ambassade de France

Pour sa part, l'ambassadeur de France, qui ne fait jamais d'économie de mots dans ses interventions sur la situation prévalant en Haïti, avait précédemment articulé la politique de son pays, à l'égard du régime Moïse-Jouthé, en exprimant les mêmes idées.

Lors d'une brève visite à Jacmel, dans le département du Sud-Est, jeudi 1^{er} octobre, l'ambassadeur José Gomez a exprimé ses

réserves par rapport aux élections que se propose d'organiser le président haïtien. Selon le diplomate français, les conditions ne sont pas réunies pour que se tiennent des élections justes, démocratiques et crédibles. À son avis, plusieurs raisons posent obstacle au bon déroulement des opérations électorales envisagées par Jovenel Moïse.

D'abord, il attire l'attention sur le fait que le CEP, tel que constitué, n'inspire pas confiance aux acteurs politiques appelés à participer aux joutes électorales. Selon la Charte fondamentale du pays, la formation du Conseil électoral, dans les conditions légales et constitutionnelles, est un passage obligé. « Il faut y arriver », dit-il.

José Gomez évoque, en même temps les raisons techniques qui empêchent de lancer le processus. Car, fait-il remarquer, les cartes électorales ne sont pas disponibles. Or, on sait que, au rythme que Jovenel Moïse et la compagne allemande Dermalog, qui a la responsabilité de fabriquer ces cartes, celles-ci ne seront pas prêtes avant deux ans au moins.

Pour l'ambassadeur Gomez, la présence des gangs armés, faisant la pluie et le beau temps, ne saurait favoriser le déroulement des élec-

tions dans la paix et la sérénité. Selon lui, « On ne peut pas garantir de bonnes élections quand le territoire est contrôlé par des gangs ».

Ces arguments en béton avancés par le diplomate français ajoutés aux critiques sévères de la politique générale de Jovenel Moïse constitue un coup dur contre, non seulement les élections contemplées par l'occupant du Palais national, mais de l'eau apportée au moulin de l'opposition qui, depuis déjà plusieurs semaines, bat la grosse caisse autour de la relance de la mobilisation, en vue de mettre fin au mandat du chef de l'État dont elle veut l'expulsion du Palais national avant même le terme constitutionnel de son quinquennat prévu pour le 7 février 2021.

L'intervention sur Haïti de la représentante adjointe de France, auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies, dénonçant la tenue des élections, dans les conditions envisagées par Moïse, ainsi que la crise multidimensionnelle dans laquelle se débat le pays, risque d'influencer l'attitude d'autres pays, mais assurément ceux représentés au sein du CORPS Group, dans le sens d'une opposition musclée aux velléités dictatoriales de Jovenel Moïse dont les manifestations sont la mise au

rancart du Sénat de la République, suivie de décrets en cascades entraînant des décisions anticonstitutionnelles et illégales. Des mesures qui ne font qu'exacerber la crise.

Il faut signaler aussi que la position exprimée par Mme Nathalie Broadhurst, aux Nations Unies, constitue un blâme décerné à la gestion catastrophique du président haïtien et une condamnation sans appel de ses nombreuses dérives qui l'ont mis en porte-à-faux par rap-

port à l'opposition. Selon toute vraisemblance, il faut s'attendre à des prises de positions différentes de la part des autres diplomates accrédités en Haïti. En tout cas, la donne diplomatique paraît changée. Autrement dit, Jovenel Moïse semble se retrouver tout seul dans la promotion de ses élections chimériques.

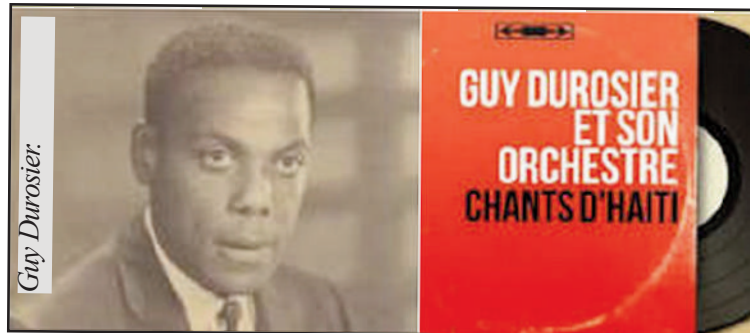
L.J.



Guy Durosier : L'itinéraire d'un artiste immortel 9^e partie (1980 - 1998)

Suite de la page 5

voit pour la première fois son fils Robert, qui le visite à Nassau. Depuis lors, une relation chaleureuse s'est établie entre les deux. Pour dire son affection à ses père et mère, qu'il a vus pour la première fois presque à la même époque, Robert Durosier a écrit le livre *The Maestro and Marianne*.



À partir du vendredi 31 mars 1995, Guy Durosier entame une tournée à New York. Le soir même, il offre deux merveilleuses séances Chez Antoine Restaurant, à Sunrise Avenue à Baldwin. Le samedi 1^{er} et le dimanche 2 avril 1995, il se produit au Café des Arts, à Hempstead, NY, dans le cadre du premier anniversaire de *Domingo en la noche*. Il est invité par Guy-Evans Ford, initiateur de ce programme. En cette occasion, sa femme, Marianne, Robert Durosier, Guy Durosier jr., Sylvie Desgroseillers étaient venus l'entourer de

leur amour. (Les images sont disponibles sur Youtube). Cette dernière est chanteuse professionnelle au Canada. Rappelons qu'à part eux, Guy a deux autres enfants : Danielle Durosier et Dominique Durosier.

Guy Durosier allait continuer à se monter infatigable. Le samedi 5 août 1995, il séduit les clients de La Citadelle Restaurant, à Linden Blvd, Queens. Un mois plus tard, il se rend en Colombie

(trombone), Serge Décus (percussion), etc. De cet album, Herby Widmaier dira : « *Ce disque a prouvé l'extraordinaire talent de Guy en tant qu'orchestrateur. Il y a fait des arrangements très modernes sans altérer l'authenticité des pièces locales. Son orchestration de Général Jean-Baptiste tient du prodige* ». (Entrevue de LCS avec Herby Widmaier, 29 octobre 2004).

Au cours de ce même voyage, accompagné par d'excellents musiciens tels que Raoul Denis, Jr, Richard Barbot, Sergo Décus et d'autres, Guy Durosier a fait les délices du public du Café des



Carole Démesmin.

Arts, du Tara's et du Rex Théâtre. Pour Sergo Décus : « *Guy Durosier est sans conteste l'un des plus grands musiciens et chanteurs que notre pays ait produits. Il fait ce qu'il veut de sa voix. C'est un cas unique dans la musique haïtienne* ». (Entrevue de

LCSJ avec Sergo Décus, 23 juin 2019.) Rappelons que c'est la dernière fois que Guy Durosier avait joui du soleil d'Haïti.



Myriam Philidor Dorismé.

En mars 1997, Guy Durosier quitte Nassau et s'installe définitivement à Seattle. Là, il vivra en famille avec sa femme Marianne et son fils Robert. Il se manifeste de plus en plus dans la communauté haïtienne. Le 30 du même mois, l'admirable chanteur capois Jean-Claude Eugène organise à l'auditorium de l'University of the District of Columbia le programme « Easter Extravaganza ». Pour en rehausser l'éclat, il invite Guy Durosier et Michel Pressoir. Pour parler comme Malherbe : « Les fruits ont passé la promesse des fleurs. »

En 1998, l'étoile de Guy Durosier brillera de plus belle sur les tréteaux nord-américains. Le samedi 21 mars, il conquiert ses admirateurs à la salle Claude Champagne, sise à l'avenue Vincent-d'Indy, à Montréal. De juil-

let à décembre, il éblouira en trois occasions le public new-yorkais. D'abord, il s'est manifesté au cours d'un bal de célébration du 50^e anniversaire de l'Orchestre Septentrional organisé à Queens. Ensuite, en novembre, accompagné par Edner Guignard, il a fait des prodiges au New Jersey Performance Arts Center de Newark, à New Jersey. Finalement, le 23 décembre, l'Astoria World Manor l'a applaudi à tout rompre.

À la suite de tant de succès recueillis entre 1945 et 1998, Dieu seul sait ce qu'il a réservé en 1999 à Guy Durosier, notre



Fédia Laguerre.

immortel artiste!

Louis Carl Saint Jean

À suivre.

(La dixième et dernière partie, dans l'édition du 14 octobre 2020).

Louis Carl Saint Jean
louiscarsj@yahoo.com
16 juillet 2019

APPRÉCIATION SPECTACULAIRE DE LA GOURDE FACE AU DOLLAR D'où provient cette infusion massive de billets verts ? Rumeurs persistantes d'introduction de l'argent sale...

Suite de la page 1

résultat. Et personne n'entend soulever des hypothèses qui seraient de nature à ébranler un important secteur de l'économie.

Les observateurs restent sceptiques, face au recul du billet vert face à la monnaie haïtienne, en chute libre devant le dollar depuis plus d'une quinzaine d'années. Mais c'est surtout depuis l'arrivée de Jovenel Moïse au pouvoir que la gourde s'est accélérée de manière systématique. Le scepticisme constaté dans les milieux financiers, surtout étrangers, se précise en raison du caractère local de l'appréciation de la monnaie nationale. Car, celle-ci n'a aucune incidence sur le marché de change international. On apprend, par exemple, que au moment où, en Haïti, la gourde se vend 67

pour un dollar, sur le marché international elle s'est vendue, jusqu'à lundi (5 octobre) 116 gourdes pour un dollar, par exemple.

La méfiance suscitée par cet état de fait s'accompagne de la stupéfaction, surtout que les autorités financières d'Haïti n'ont pas été en mesure d'expliquer les mesures qu'elles ont prises pour provoquer une telle réaction sur le marché des changes. Car, les économistes, tant nationaux qu'étrangers, presque unanimement, affichent leur incrédulité par rapport aux explications avancées par le gouverneur de la banque faisant croire que les millions de dollars d'amende imposée aux banques violatrices de règles jugées occultes, car n'ayant jamais été explicitées, d'une part; et, d'autre part, l'ordre donné aux maisons de transfert de payer leurs clients en gourdes; et plus de l'injonc-

tion faite aux fournisseurs de marchandises et de services d'afficher leurs prix en gourdes ont contribué à cette «nouvelle vigueur trouvée» de la gourde.

Des centaines de millions en argent sale disponibles

Dans certains milieux bancaires, à l'étranger, des acteurs qui passent pour être méfiants de la politique monétaire haïtienne eu, égard à la gestion du marché de change, souhaitent que les responsables du système bancaire international se penchent sur le cas d'Haïti. Car, argue-t-on dans ce secteur, il y a des centaines de millions de dollars en argent sale gisant dans des coffre-fort privés, ou même gardés dans certaines banques de la place.

À noter que le gouverneur de la Banque centrale avait annoncé avoir injecté USD

150 millions dans le marché de change pour « soutenir » la gourde. Une telle mesure avait été prise à plusieurs reprises, dans le passé, sans pourtant avoir eu aucun impact sur l'évolution de la gourde. Cette politique consistant à effectuer des injections de dollars dans le marché de change a été appliquée, plus d'une dizaine de fois, par les autorités bancaires haïtiennes, sans jamais contribuer à équilibrer la monnaie nationale.

Il faut aussi tenir compte de l'absence de transparence dans la formulation et l'application de la politique monétaire haïtienne. Il semble que ce procédé entre dans le cadre de la stratégie des autorités, afin de mener leurs activités dans ce domaine tout en évitant de donner de moyens de les contrôler.

En tout cas, la possibilité existe que des opérations de

lessivage d'argent soient menées au milieu de la confusion créée dans un marché dont personne, sauf les autorités bancaires, ne connaissent les tournants et aboutissants.

Signalons que des rumeurs persistantes, qui ont circulé sur les média sociaux, faisaient état de Michel Martelly voulant avoir accès à des USD millions \$ déposés chez des banquiers locaux, et qu'il voudrait encaisser à tout prix pour que ces valeurs soient régulièrement déposés dans des comptes à l'étranger.

D'autre part, des personnes liées professionnellement ou par des liens familiaux avec des banquiers haïtiens font croire qu'il est possible que la Banque centrale ait indirectement favorisé la lessive de l'argent sale en prêtant de tels capitaux qu'elle aurait utilisés pour alimenter le marché de change.

ÉDITORIAL



Le seuil de tolérance de la nation franchi, il est temps d'éjecter Jovenel Moïse du pouvoir

Le secteur populaire et démocratique, dans le cadre de la mobilisation «pays lock», s'est prononcé pour le départ immédiat et sans condition de Jovenel Moïse du Palais national. Les millions de citoyens, qui sont descendus dans la rue, tant à la capitale que dans les villes, villages et régions de province, regroupés autour de cet objectif, traduisaient bien la légitimité de la cause. Les actes criminels, illégaux et anticonstitutionnels commis par l'équipe au pouvoir, au cours des derniers mois, sont élevés à un point tel qu'ils ont franchi le seuil de tolérance du peuple haïtien. Il est maintenant plus que temps d'amorcer un ultime effort unitaire pour chasser *Nèg Bannann nan* définitivement de la Maison du peuple.

En effet, en Haïti, sous la gouvernance de M. Moïse, les dernières semaines ont été marquées par des actes scélérats dépassant en horreur ceux qui ont été antérieurement perpétrés par des gens liés à l'équipe au pouvoir. Après l'assassinat du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince, le brillant juriste Monferrier Dorval, on s'imaginait que ce gouvernement de gangsters était au bout de ses forfaits. Mais d'autres crimes sont venus s'ajouter à ceux enregistrés, particulièrement, à Port-au-Prince, donnant une allure inquiétante à la série criminelle initiée par l'Exécutif et ses hommes de main recrutés au sein des gangs armés. De toute évidence, le pouvoir s'est enfoncé encore plus profondément dans les opérations criminelles dignes de la mafia. Pour comble de barbarie, les sbires du régime n'ont pas hésité à envahir l'enceinte sacrosainte de l'Université pour commettre l'acte immonde d'ôter la vie à un étudiant en phase terminale.

Le jeune Gregory Saint-Hilaire, qui a grandi dans le quartier de non droit appelé Village de Dieu, à la capitale haïtienne, fief des bandits armés, à la solde des décideurs du pays, mais qui a opté pour une noble carrière, a trouvé la mort tragiquement, à l'intérieur de l'École normale supérieure (ENS), victime d'une balle assassine tirée par un policier de l'Unité de sécurité générale du Palais nationale (USGPN), le vendredi 2 octobre. La victime participait à une manifestation pacifique, à cette institution, dans le cadre des démarches menées par les étudiants de l'ENS exigeant leur intégration dans l'enseignement.

Le mort de Gregory Saint-Hilaire a suscité une vague de mécontentement et d'indignation au sein de différents

secteurs, tant du monde professoral que de la société civile, déclenchant toutes sortes de critiques à l'égard de l'Exécutif rendu directement responsable de ce vil acte. Car Jovenel Moïse et ses proches collaborateurs sont accusés d'avoir dépêché les policiers sur la scène de la manifestation avec l'ordre précis de réprimer brutalement les protestataires.

Le jeune Saint-Hilaire est doublement victime. Blessé par une balle lancée par un policier, il a été transporté, après une longue période d'attente, à l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH) pour recevoir les soins que nécessitait son état. Mais il n'y avait aucun médecin compétent présent à l'institution pour prendre soin de lui. Il devait inexorablement succomber à ses blessures.

De toute évidence, les policiers gagnés à la cause de Jovenel Moïse et de PHTK se donnent pour mission, encouragés par leurs patrons, de réprimer les manifestations de rue dans le sang, ayant reçu «carte blanche» pour assassiner ceux qui s'érigent en critiques de leur chef. Mais les manifestants tombés sous les balles de policiers dévoyés, à moins d'avoir les possibilités d'être conduits à un centre hospitalier privé, n'ont aucune chance d'avoir la vie sauve. Car, bien que l'HUEH ait la réputation d'être le plus grand centre hospitalier de la République, il n'est pas en mesure de prodiguer des soins de manière adéquate aux victimes qui y aboutissent. On notera que le personnel impayé, ou recevant leurs émoluments «parfois», le gouvernement manquant de ressources pour les rémunérer de manière régulière, négligent souvent d'être en poste. Ce problème d'irrégularité de paiement entraîne l'absence de médecins et d'infirmiers et infirmières aux services nocturnes. De telle sorte que les patients qui arrivent à cette institution, le soir, n'ont aucune chance de recevoir de soins. Comme c'était le cas pour Gregory Saint-Hilaire.

Les caractéristiques criminelles du gouvernement PHTKiste, dirigé par Jovenel Moïse, ne sont plus un secret pour la nation. Si les actes criminels perpétrés au quotidien restent impunis, les manifestants qui descendent dans la rue pour dénoncer de telles pratiques avec véhémence, mais pacifiquement, sont abattus à visière levée par des policiers, bien rémunérés par le Palais national. Ou bien, les gangs, dont certains dits «fédérés», basés dans les bidonvilles, armés par le pouvoir, qui leur procure munitions et salaires, sont chargés de décimer les opposants de

l'équipe au pouvoir peuplant les quartiers défavorisés de la capitale et des provinces.

Assurément Jovenel Moïse et ses alliés PHTKistes se donnent pour mission de décimer leurs opposants. C'est donc dans le cadre de cet objectif que les gangs armés sont fédérés sous la houlette de Jimmy Chérizier, communément appelé Barbecue, ex-policier exclu de la Police nationale pour comportement qui ne sied pas à un membre de cette institution. Désormais, «G-9 en famille et alliés» est reconnu par le gouvernement comme une «institution d'utilité publique», dûment inscrite au Ministère des Affaires sociales. Les familles de gangs bénéficient de coupons alimentaires du Palais national. Depuis qu'a été réalisée cette fédération de criminels, ces derniers ne cessent de semer la mort et la désolation dans les quartiers défavorisés. Si les quartiers de Grande Ravine, Village de Dieu, Cité Soleil, Delmas 2 et 3, etc. ont été occasionnellement la cible de Chérizier et de ses hommes, durant les mois de mai, juin et même plus, Bel-Air, une autre zone défavorisée de la capitale, est régulièrement mis à feu et à sang. Durant les mois de juillet, d'août et de septembre, Bel-Air, qui se trouve non loin du Palais national, est devenu l'objet de fréquentes attaques. Presque chaque semaine, ou deux, des hommes de Jimmy Chérizier y tuent de paisibles citoyens, incendiant leurs maisons. Alors que les appels au secours des victimes, adressés au sous-commissariat local, sont restés sans réponse. Pourtant, non seu-

lement les auteurs de ces descentes criminelles dans ces quartiers ne sont pas inquiétés, leur chef, Chérizier, contre qui est décerné un mandat d'amener de la Police, depuis déjà plus d'un an, court les rues sans se soucier de rien.

Reconnu comme un gouvernement criminel, désormais, il faut ajouter l'obscurantisme à ses attributs. C'est la première fois que l'État s'érige en persécuteur officiel du personnel universitaire. L'attaque brutale, perpétrée contre l'École normale supérieure, consacre Jovenel Moïse et son équipe comme tel. Car non seulement ils ont tué Gregory Saint-Hilaire, ils ont aussi mis le feu à la bibliothèque de l'institution.

Certes, vu la manière dont Jovenel Moïse et ses hommes s'attaquaient aux deux autres pouvoirs et semblaient dans des dérives de toutes sortes, on n'avait cessé d'attirer l'attention sur leur ignorance des moyens de la bonne gouvernance, un savoir-faire appris dans les centres du savoir. Ni non plus ils n'ont eu accès à des modèles ou références en matière de bonne gouvernance. Mais on ne pouvait jamais imaginer qu'ils avaient le potentiel de déchaîner leur violence sur l'université.

Dans la mesure où l'occupant du Palais national a toutes les chances de sombrer encore plus profondément dans ses dérives, il a déjà franchi le seuil de tolérance du peuple haïtien. Mais trop c'est trop ! Le moment est venu de déclencher l'ultime effort pour expulser Jovenel Moïse de la Maison du peuple.

HAÏTI OBSERVATEUR



Notre mission est de servir le peuple

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavani
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Waloun
13 K Avenue Faidherbe, 81 Rt Apt. 44
93310 La Plé St. Gervais France
Tél. (33-1) 43 63 28 10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
☐ 975.00 US, pour six (6) mois
☐ 1600.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/Ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL



Jovenel Moïse having crossed the nation's threshold of tolerance, it's time now to eject him from power

During the “country lock” phenomenon late last year until last February, the popular and democratic sector had called for the immediate and unconditional departure of Jovenel Moïse from the National Palace. Millions of citizens took to the streets, both in the capital and in cities, towns, and villages throughout all regions with the same objective, reflecting thereby the legitimacy of their cause. But, comforted by his international “friends,” especially those in Washington, he continued to cling to power. However, the criminal, illegal and unconstitutional acts committed in recent months by the ruling team are so horrendous, that the threshold of the Haitian people's tolerance has been crossed. Therefore, now more than ever, a united effort to expel *The Banana Man* from the People's House is in order.

Indeed, under the governance of Mr. Moïse, especially in the past few weeks, Haiti has witnessed criminal acts perpetrated by the scoundrels in power that defy imagination. In the wake of the assassination of the President of the Bar Association of Port-au-Prince, the brilliant lawyer Monferrier Dorval, the outcry was such that one would have thought this government of gangsters would refrain from more misdeeds. However, more spectacular crimes have been added to those already recorded, particularly in Port-au-Prince. The disturbing criminal series initiated by the Executive and their henchmen is in full swing. Gangs are recruited and armed by the government to carry out the murders just as it happens in a mafia organization. Adding to their barbarism, the henchmen of the regime did not hesitate to invade the sacrosanct site of a University to gun down a student leader in the final stage of his studies. Imagine that, they shot went through his back.

Young Gregory Saint-Hilaire grew up in the lawless neighborhood called Village de Dieu, in the Haitian capital. It is a stronghold of armed bandits in the pay of the country's decision-makers. Nonetheless, he opted for a noble career by going to one of Haiti's top schools. There, at the compound of the “École Normale Supérieure” (French acronym ENS) he became a victim last Friday, October 2, of the murderous bullet fired by a police officer of the General Security Unit of the National Palace (French acronym USGPN). He died tragically

while taking part in a peaceful demonstration at the institution. The students were only asking that they be integrated into the teaching system.

The death of Gregory Saint-Hilaire generated a wave of discontent and indignation among different sectors, both in the academic world as well as in civil society, triggering all kinds of criticism of the Executive, held responsible for this vile act. It has been learned that Jovenel Moïse and his close collaborators sent the Palace police to the scene of the demonstration, not far from the Palace, with orders to use brute force in repressing the protest.

The young Saint-Hilaire was doubly victimized. Injured by a bullet fired by a police officer, he was transported, after a long waiting period, to the Haitian State University Hospital (French acronym HUEH) to receive the urgent care he needed, as he bled profusely. However, there was no competent doctor present at the medical institution to care for him. He just passed out.

Clearly, the police officers of the USGPN, totally devoted to their chief, and encouraged by the underlings of the PHTK regime in the service of the Boss, wholeheartedly embrace their mission to suppress, in blood, the street demonstrations. They have been given “carte blanche” to assassinate those considered critics of the president. Meanwhile, protesters, falling victim to bullets of rogue police officers have no chance being saved. Unless they are taken to a private hospital. For, although the HUEH is reputed as being the largest—and most important—hospital center in the country, it is not able to provide adequate care to the victims who end up there. To be noted, the attending staff go unpaid for months because the government is said to lack the resources to pay them on a regular basis. This problem of irregular payment of the medical staff results in the absence of doctors and nurses on night duty. And patients who arrive at the institution in the evening have practically no chance of receiving the care urgently needed. Such was the case for Gregory Saint-Hilaire.

The criminal characteristics of the PHTK government, led by Jovenel Moïse, are no longer a secret for the nation. While the criminal acts perpetrated on a daily basis remain unpunished, the demonstrators, nevertheless, take to the streets to vehemently denounce such practices, despite the risks of being shot to death by police

officers, well paid by the National Palace.

Certainly, Jovenel Moïse and his PHTK allies have given themselves a mission, that of decimating their opponents. To carry out their objective, they facilitate the federation of certain gangs under the leadership of Jimmy Chérizier, nicknamed Barbecue, a former police officer who was expelled from the National Police for behavior unbecoming a member of the institution. Henceforth, “G-9 in Family and Allies” is recognized by the government as an “institution of public utility,” even registered with the Ministry of Social Affairs. Families of gang members receive food vouchers from the National Palace.

It is worth noting that since the creation of the criminal federation, death and desolation have been on the increase in the poorer neighborhoods surrounding the capital. During the months of May and June, such slum neighborhoods as Grand Ravin, Village de Dieu, Cité Soleil, Delmas 2 and 3, and others were occasionally the targets of Chérizier and his men. However, more recently, it is the Bel-Air neighborhood, another underprivileged area of the capital that has been the scene of fire and bloodshed. During the months of July, August and September, Bel-Air, which is not far from the National Palace, was the object of frequent attacks. Almost every week, or two, Jimmy Chérizier's men have gone on a rampage, killing peaceful citizens and setting fire to their homes. Calls for help by the victims to the local police station, are left unanswered. Not only are the perpetrators of these criminal raids

not worried, their leader, Jimmy “Barbecue” Chérizier, still roams the streets unperturbed, despite a warrant for his arrest issued more than a year ago.

Recognized as a criminal government, obscurantism must now be added to the regime's attributes. This is the first time that the State has set itself up as the official persecutor of a University, a government institution no less. The brutal attack on the École Normale Supérieure consecrates Jovenel Moïse and his team as such. For not only did they kill Gregory Saint-Hilaire, they also set fire to the University's library.

Considering how Jovenel Moïse and his associates attack the other pillars of the State—the Legislative and the Judicial—and how they wallow into all sorts of abuses, attention has been drawn repeatedly to their ignorance of the means of good governance, and their lack of expertise which they could have learned in certain centers of knowledge. Neither have they had access to models as far as good governance is concerned. However, one could never have imagined that they had the potential to unleash their violence even on a university.

Undoubtedly, the man at the helm in the National Palace has shown his propensity to sink deeper into criminal excesses. In fact, as far as the Haitian people are concerned, he has already crossed the threshold of tolerance. Enough is enough! It is high time for the ultimate effort to drive Jovenel Moïse out of the People's House.

HAITI OBSERVATEUR

Le mandat post, pour la paix

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tel. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haïti 08 Canada
12213 Joseph Cassavuni
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Volbroun
13 K Avenue Faidherbe, 81 Rt Apt. 44
93310 Le Pré St. Germain France
Tel. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe:
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe:
☐ 973.00 US, pour six (6) mois
☐ 1600.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/Ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Kreyòl

Soti nan paj 12

eta Maryland, tou pre Wachington. Doktè di li pa pi mal pase sa. Li pa sou oksijèn kounnye a. Kivedi li te sou oksijèn nan vandredi maten, lè yo te kouri soti nan Mezon-Blanch al menen l lopital la. Epi bouch doktè chape, li di 72 è de sa anvan nouvl la te

vin piblik, prezidan an te konnen sa. Poutan, li t ap monte desann toujou. Msye ka menm te deja enfekte lè li t al nan premye deba a, nan madi. Asireman, lè nan mèkredi, 30 septanm, li t al Minnesota nan fè kanpay, elatriye, li te deja enfekte. Se youn mesye ki iresponsab fopaplis. E se COVID-19 la ki vin montre nou sa

byen klè. Enben sa l simen, se sa l ap rekòlte.

Men ansyen vis-prezidan an, ki ka vin prezidan Joseph Biden, pa rankinye. Li gen bon kè. Menm kote li tande prezidan Trump ak madanm li pran nan maladi anraje sa a, li voye youn mesaj pou swete Premye Fanmi an bon retablisman. Pi plis atò, li fè sispann tout atak kont prezidan an nan reklam li yo. Men li pa sispann di tout bon bagay li pral fè pou peyi a. Li pa menm di, « Apa

se tou lòt jou la a, nan deba a, madi pase anwo, ou t'ap pase m nan betiz akòz gwo mask mwen toujou ap kouvri figi m pou mounn pa wè m nan ! » Non, li pa di sa, li sèlman d i : « Mezanmi, mete mask nou jan m toujou di nou. Kanpe lwen youn ak lòt. Lave men nou souvan ». Epi l ajoute : « Rete lakay nou, amwens ke nou gen youn ijans pou n soti. Maladi sa a pa bay chans ! »

Epi nou menm, nou di : « Fè tou sa n konnen pou mesye sa a

pase kòm prezidan nan dat 3 novanm nan. Se li menm ki ka mete pèp la chita ansanm ankò pou nou ka fè bonjan pwogrè nan peyi sa a e nan peyi lakay nou tou ».

Kanta pou malandren, ansan, ki swa-dizan ap gouvènen nan peyi Ayiti, n ap di yo pito yo kòmanse fè pakèt yo byen bonnè, paske jan sa prale la a, COVID-19 pa COVID-19, lantèman pou 4trè !

Grenn Pwonmennen
7 oktòb 2020

HAPPENINGS!

Continued from page 7

Pierre, principal Commissioner, responsible for Criminal Affairs, the 26-page report attempts to cover the crime in its entirety, as the investigation begins with people who were first to arrive on the scene of the crime on the evening of last August 28, and also getting assistance from two nearby neighbors of the victim.

The report concludes by naming four individuals as being mainly responsible for the assassination: **Modlet Senegeal**, also spelled **Senegeau**, alias **Abidy**; **Mackender Fils-Aimé**; **Valery**

Dort and **Dunes Vilpique**, alias **Jah**. In addition, the names of other accomplices are also mentioned in the report: "Markenson Charles, alias Cobra, Gerson Laurent, alias Ti Luc or Louko, Richelet Augustin, Johny Tousseint and associates, not mentioned by name.

It should be noted that very early after the assassination, in his investigative reporting, Léo Joseph, HO's editor, had zeroed in on **Mackender Fils-Aimé**, a chauffeur attached to the office of First Lady Martine Etienne Joseph Moïse. He also worked at the Ministry of the Interior, having as his overseer Ardouin

Zéphyrin, the president's intelligence chief. Another one previously mentioned by the editor as playing a major role in the lawyer's assassination was **Dunes Vilpique**, who is said to have business dealings with the Palace.

The report also confirms, what HO had reported about a suspect black-out at the time of the assassination in that high security zone, where the president lives. Also confirmed are the unexplained fireworks that were set off about the time that the assassins were firing their weapons. Indeed, elaborate decoys and all happening in the president's surroundings without his

knowledge!

Nothing is said about the "intellectual authors" of the assassination. But that the telephone of the murdered lawyer was recuperated from someone working at the National Palace and the names of individuals mentioned above as being close to the presidential family are indicative enough of who could have concocted the assassination of the leading lawyer in Haiti who, on the morning of his execution, had denounced, in a Magic-9 radio interview the dire situation in Haiti. **"The country is neither administered nor governed,"** he stated, adding, **"The government is dysfunctional and that is why we are suffering. We must change the government and we must do this via the constitu-**

tion."

That same evening, August 28, 2020, he was forever silenced by gunmen as he arrived at his home, a few yards from the president's private residence, itself shrouded in darkness, while the family enjoyed fireworks, unannounced to the neighbors!

Could the secretive departure of Haiti's First Lady last Tuesday, September 29, aboard a flight to New York have anything to do with the evolution of the investigation in the "one too many of the spectacular crimes" ordered by the ruling gangsters of Port-au-Prince? Stay tuned!

RAJ
October 7, 2020
at raljo31@yahoo.com

DANS LE CADRE DU CHANGEMENT PRÔNÉ PAR LUIS ABINADER

Profil du prochain ambassadeur dominicain en Haïti

Suite de la page 4

nicien en aéronefs, en sus de faire des études en gestion et entretien à l'intention des fonctionnaires, au Panama. Par la suite, en 1988, plus précisément en France, il a passé une année à étudier le français pendant qu'il subissait l'entraînement comme technicien d'hélicoptères français. En 1992, on le retrouve au Mexique où, durant une année, il a reçu une formation en approvisionnement auprès de la société « Eurocopter de Mexico », précisément dans le reconditionnement d'hélicoptères, avant de séjourner aux États-Unis d'Amérique où il a reçu une formation en approvisionnement.

Poursuivant sa formation académique et professionnelle, en l'an 2000, il est diplômé en « Commendement et état-major » (IMES, en R.D.), pendant qu'il étudiait le français à l'Alliance française, à Santo Domingo. Bénéficiaire d'une bourse d'études, en France, il est diplômé professeur de français, à l'Université de Poitiers, en France. Puis il a enseigné le français à plusieurs institutions militaires de la République dominicaine (IMES, EIFAD, AMFA), en sus aux universités UASD et UNEFA.

Il a fait également des études en administration publique et

gestion de ressources humaines (ONAP). Parallèlement, il a rempli le rôle d'instructeur technique d'aviation aux Forces armées dominicaines.

En 2007, cours d'instructeur en droits de l'homme et droit international humanitaire et conflits armés, à Whinsec, Fort Benning, en Georgie, États-Unis d'Amérique. Ensuite, en 2011, cours d'études supérieures en défense nationale (clase 182, promotion Louis Pasteur, región IHEDN), à l'Institut de hautes études de défense nationale de France.

Autres études effectuées : Cours d'anglais moyen à l'ICDA et à l'ICMA et technique en gestion informatique. En 2007, cours de leadership à la Barna Business School, planification stratégique, opérations conjointes et combinées, prise de décision militaire, séminaire II : le Canada, la R.D. et le nouveau contexte de sécurité, entre autres.

Rafael De La Cruz a pris sa retraite en tant que général de brigade Tec. Aviation FARD, après avoir occupé les postes suivants : Chef d'atelier d'instrumentation de l'école de maintenance, directeur de l'école technique d'aviation, commandant de l'escadron de maintenance, responsable du contrôle de la maintenance, direc-

teur et superviseur de l'école de langues FARD, professeur de langues à l'Académie AMFA, IMES, FARD, directeur de l'Office du tourisme de SECTUR, en Haïti (2001-2005), attaché militaire en Haïti (2006), sous-direc-



Le général retraité Rafael De La Cruz.

teur administratif de l'IMES et conseiller international de la Police touristique « POLITUR », conseiller du J.E.M. des FAD, en affaires haïtiennes, directeur de la Direction des affaires haïtiennes du Ministère de la Défense, attaché militaire, naval et aérien de la République dominicaine en France (concomitant en Italie), de mai 2009- septembre 2015).

Décorations et titres honorifiques

L'itinéraire professionnel du général retraité Rafael De La Cruz est marqué en tant que récipiendaire des décorations suivantes : « Diplôme de reconnaissance Juan Pablo Duarte pour service continue durant 20, 25, 30 et 35 ans au sein des FAD, Médaille d'honneur et mérite du Ministère de la Défense de la République bolivarienne du Venezuela, Lettre de reconnaissance du Ministère français de l'Intérieur lors des opérations de secours suite à l'ouragan George, entre autres.

M. De La Cruz se félicite de parler l'espagnol, sa langue maternelle, ainsi que le français, l'anglais et le créole haïtien. Il est analyste expert en affaires haïtiennes, ayant donné de nombreuses conférences sur ce sujet au niveau national et international (USA et France); il est aussi étudiant en droit à l'Université expérimentale « Feliz Adam ».

Il est également analyste de la sécurité des affaires haïtiennes, de même que de la défense et de la géopolitique du Moyen-Orient. Il a une vaste expérience internationale dans ce domaine, ayant travaillé pour l'État dominicain dans ce domaine pendant 16 ans.

Une des expériences les plus connues de sa vie militaire a été sa participation, en tant qu'auditeur, à 21 réunions, dans le cadre des négociations de l'OEA sur la crise politique haïtienne (Luigi Enaudi, délégué de l'OEA) ayant abouti au départ du président Aristide et la gestion de la mission onusienne (MINUSTAH), de 2001 à 2005.

M. De La Cruz dit avoir acquis une expérience diplomatique et sociale enrichissante dans le cadre de sa mission d'attaché militaire, naval et aérien en France durant six ans. Une précieuse occasion pour lui d'interagir avec les personnalités les plus célèbres du monde de la Défense et de la Sécurité internationale, ayant, durant cette période de temps, donné également des conférences dans les universités de ce pays.

Il est possible de trouver d'autres citoyens dominicains pouvant être dotés de compétences similaires à celles de cet ancien militaire. Mais il y a gros à parier que leurs itinéraires académiques et professionnels ne seront pas identiques. Voilà pourquoi son dossier mérite une analyse particulière de ceux impliqués dans le choix des représentants de la République dominicaine à l'étranger.

FLORIDE : Le vote haïtien pourrait déterminer le résultat des présidentielles américaines

Par Emmanuel Roy *

Selon que les Haïtiens soient fatigués ou non, Donald J. Trump pourrait bénéficier d'un mandat de quatre années supplémentaires, à la Maison Blanche, malgré son manque de sens du devoir. Car, les élections présidentielles américaines ne se décident pas par le système un seul homme, un vote. Si c'était le cas, en l'an 2000, Al Gore aurait été élu président à la place de George W. Bush, et Hillary Clinton aurait été notre 45^e président plutôt que Donald Trump. La décision relative au choix du président des États-Unis revient au Collège électoral. Nombre d'observateurs dans le monde, y compris des adeptes de la démocratie, s'étonnent que l'homme le plus puissant de l'univers ne soit pas élu par les personnes qu'il estime représenter.

Le Collège électoral fait partie du tissu social américain. Le système a été mis au point avec la ratification de la Constitution américaine, vers 1787, et a été conçu pour barrer la route à la «dictature de la majorité», favorisant les méga-constituants des grandes métropoles, au détriment des zones rurales. Les auteurs de la constitution craignaient de s'appuyer sur la majorité populaire ou sur des fractions politiques puissantes. Lorsque les citoyens américains votent pour le président, ils portent leur choix sur une liste d'électeurs nommés par les gros bonnets des deux principaux partis politiques, démocrate et républicain. À leur tour, ces élec-

teurs s'engagent à voter pour le candidat du parti. Il y a 538 votes électoraux, dont 270 sont nécessaires pour remporter la présidence. Comme les votes populaires n'ont pas autant d'importance, les candidats concentrent leur attention sur certains États clés qui pourraient les aider à remporter les 270 votes électoraux.

Ce système n'a pas toujours fonctionné comme prévu car, involontairement, un candidat élu peut manquer de légitimité pour gagner le vote populaire. Ainsi, en 2016, Donald Trump a été déclaré vainqueur alors qu'Hillary Clinton a reçu 3 millions de voix de plus que lui. Ainsi, a-t-il atterri à la Maison Blanche ? Ce scénario s'est produit au moins une demi-douzaine de fois, au cours des plus de deux siècles qu'existe la République, à commencer par la présidence de John Quincy Adams, en 1824. Certains présidents américains ont été réputés élus sans avoir obtenu le vote de la majorité, c'est-à-dire plus de 50 % des électeurs. Plus récemment, Bill Clinton, en 1992 et 1996, s'est vu attribuer la présidence avec une pluralité, et non une majorité, du vote populaire.

Au cours de la présente campagne électorale, Trump se concentre sur les principaux États en jeu, tels que la Floride, le Wisconsin, l'Ohio, le Michigan et l'Arizona. Ces juridictions pourraient potentiellement l'aider à recueillir le plus de votes électoraux possible, en vue de gagner les 270. Des sondages récents ont montré que Joseph Biden mène dans la plupart de ces États. Selon

les derniers sondages, il devancerait Donald de pas moins de 13 points. Une mise en garde pour nos lecteurs : En 2016, Hillary Clinton avait affiché une avance similaire.

Il faut signaler qu'on ne peut pas se fier aux sondages, car les électeurs de Trump ne disent pas toujours la vérité par rapport à leurs intentions de voter pour lui. Beaucoup d'électeurs clandestins n'admettent pas publiquement qu'ils sont des *trompistes*, un défi de taille pour les enquêteurs et les nombreux observateurs politiques.

Le week-end dernier, en Floride, Biden n'était en tête que d'un point de pourcentage, ce qui est loin d'être une cause de réjouissance. C'est dans la marge d'erreur, rendant un tel sondage insignifiant. En 2016, la communauté haïtienne de Floride a aidé Donald Trump à remporter l'État. On estime que plus de 10 000 Américains d'origine haïtienne de Little Haiti et d'autres régions de cet État qui, autrement, auraient voté pour Clinton, ont décidé d'opter pour Trump.

Donald Trump a obtenu ce soutien des Haïtiens lorsqu'il s'est rendu à Little Haiti (Petite Haïti), à Miami, dans le cadre d'une rencontre avec certains dirigeants de la communauté haïtienne. À cette occasion, il a fait plusieurs promesses, notamment celle-ci « *Je serai votre plus grand champion* » (sic). Aucune d'entre elles n'a été tenue. Au fait, il s'est battu avec acharnement pour suspendre le TPS (Temporary Protected Status) dont jouissaient des réfugiés haï-

tiens se trouvant aux États-Unis, suite au tremblement de terre de 2010, en Haïti. Il a essayé, sans succès, de se débarrasser d'Obamacare, un plan de santé abordable, dont bénéficient de nombreux Haïtiens en Floride. Il a qualifié Haïti de « *pays de merde* », au même titre que le Salvador et les pays africains.

D'autre part, L'administration Trump a été le plus grand apologiste de l'anarchie en Haïti, sous la gouverne de Jovenel Moïse, le président haïtien. Tout récemment, il a envoyé le rappeur Kanye West en mission auprès du président Moïse, afin de montrer aux électeurs haïtiens des États-Unis qu'il a renouvelé son intérêt aux Haïtiens. Par ailleurs, ne faut-il pas croire que la nomination de la juge Amy Vivian Comey Barrett, à la Cour suprême des États-Unis, pour remplacer la regrettée juge Ruth Bader Ginsburg a un lien quelconque avec le vote haïtien ? Surtout que cette candidate à la plus haute instance judiciaire des États-Unis a adopté deux enfants haïtiens, désormais adolescents, qui étaient bien en vue, à la Maison Blanche, le samedi 3 octobre, lorsque leur mère a été présentée à la nation en tant que choix du président Trump.

Toutefois, en dépit du sentiment de rejet que Trump inspire à la communauté haïtienne, il est possible qu'il gagne un autre mandat de quatre ans, au cas où il réussirait à réunir suffisamment d'électeurs haïtiens en Floride, comme c'était le cas, en 2016. Dans une interview accordée au *Florida Sun Sentinel*, en juin

2017, Daniel Smith, professeur en sciences politiques, à l'université de Floride, avait estimé qu'il y avait au moins 106 000 citoyens américains naturalisés nés en Haïti. Ces chiffres n'incluent pas les citoyens américains d'origine haïtienne. Au cours des trois dernières années, ces statistiques ont augmenté de manière significative. En d'autres termes, les Haïtiens, qui votent généralement en bloc, pourraient grandement influencer le résultat de l'élection présidentielle de 2020 aux États-Unis.

En effet, les 29 grands électeurs de la Floride pourraient être le facteur décisif de ce scrutin, le vote des Haïtiano-Américains, étant susceptible de faire la différence. Rappelons, pour mémoire, que Donald Trump avait gagné cet État, en 2016, avec une avance d'un point seulement : 48,6 % contre 47,4 % pour Clinton. Il avait obtenu 112 911 voix de plus que Clinton, sur environ 9,5 millions des suffrages exprimés. Une grande partie de ceux-ci pourrait être attribuée aux Américains d'origine haïtienne se retrouvant dans des comtés comme Miami-Dade et Broward.

Pour que Biden gagne la Floride, la communauté haïtienne doit se manifester avec force, comme elle l'avait fait pour le président Obama, en 2008 et 2012. La visite de Joe Biden, cette semaine, à la communauté haïtienne du sud de la Floride sera suivie de près, histoire de constater quelles promesses il lui aura faites.

* Emmanuel Roy
Manny@HaitiObservateur.com

FLORIDA: The Haitian Vote may determine the outcome of the U.S. Presidential Election

By Emmanuel Roy*

Depending on Haitian fatigue or not, Donald J. Trump could end up with another four years in the White House, despite his dereliction of duty. For, American presidential elections are not decided by one-man one vote. If that were the case, in 2000, Al Gore would have been president instead of George W. Bush, and Hillary Clinton would have been our 45th president instead of Donald Trump. The decision on who becomes president of the United States rests with the Electoral College. Many observers around the world, including students of democracy, are surprised that the most powerful man in the uni-

verse is not elected by the people he deems to represent.

The Electoral College is part of the fabric of the United States. The system evolved with the ratification of the U.S. constitution around 1787 and was designed to prevent the "tyranny of the majority," favoring mega metropolitan constituents against rural ones. The framers were concerned about relying on popular majority or powerful political fractions. When American citizens cast ballots for president, they are actually voting for a slate of electors appointed by the bigwigs of the two major political parties, the Democratic and Republican parties. In turn, those electors pledge to vote for the

party's candidate. There are 538 electoral votes, 270 are needed to win the presidency. Since popular votes do not matter as much, the candidates focus their attention on certain key states that could help them win the 270 electoral votes.

This system has not always worked the way it was intended because, unintentionally, an elected candidate may lack legitimacy for not winning the popular vote. Case in point, in 2016, Donald Trump was declared the winner though Hillary Clinton received 3 million more votes than he did. Thus, did he end up in the White House? This scenario had occurred at least half a dozen times in the more than two

centuries of the Republic, starting with the presidency of John Quincy Adams in 1824. Some U.S. presidents have been deemed elected without obtaining the vote of the majority that is more than 50% of the voters. Most recently, Bill Clinton, in 1992 and 1996, was awarded the presidency with a plurality, not a majority, of the popular vote.

This election season, the Trump campaign has a laser focus on key battleground states, such as Florida, Wisconsin, Ohio, Michigan, and Arizona. Those states potentially could help him amass as many electoral votes as possible towards the 270. Recent polls have shown that Joseph "Joe" Biden is leading in most of

these battleground states. According to the latest polls, he would beat Donald by as much as 13 points. A cautionary note for our readers: In 2016, Hillary Clinton was shown to have exactly that same percentage advantage.

The polls cannot be trusted because Trump voters do not always tell the truth about their intentions to vote for him. Many secret Trump voters will not admit publicly that they are Trumpists, thereby representing a daunting challenge to the pollsters and the slew of political observers.

As of this past weekend, in Florida, Biden was leading

Suite en page 14

FLORIDA: The Haitian Vote may determine the outcome of the U.S. Presidential Election

Suite de la page 13

Trump by just one percentage point – not a reason to celebrate. That is within the margin of error, making it insignificant. In 2016, the Haitian community in Florida helped Donald Trump win the state. It's estimated that more than 10,000 Americans of Haitian ancestry in Little Haiti and other parts of Florida who, otherwise, would have voted for Clinton decided to vote for Trump.

Donald Trump gained that much support from the Haitians when he went to Little Haiti in Miami to meet with some leaders of the Haitian community. During that meeting, he made

several promises, beginning with his **"I will be your biggest (sic) champion."** None of them was kept. Instead, he fought hard to suspend TPS (Temporary Protected Status) for Haitian refugees who had been living in the U.S., following the 2010 earthquake in Haiti. He tried, though unsuccessfully, to get rid of Obamacare, an affordable healthcare plan from which many Haitians in Florida benefit. He called Haiti "a shithole country," along with El Salvador and African countries.

On another front, his administration has been the strongest supporter of the lawlessness in Haiti under the supervision of Jovenel Moïse, the Haitian president. Most recently, he sent rap-

per Kanye West to meet with President Moïse in a move to show Haitian voters in the U.S. he has renewed his interest in Haitians. Also, don't think that nominating Judge Amy Vivian Comey Barrett to the Supreme Court of the United States to replace the late Judge Ruth Bader Ginsburg has nothing to do with Haitians. She happens to have adopted two, now teen-age Haitians, who were prominently displayed at the White House on Saturday, October 3rd, when their mother was being presented to the nation as President Trump's choice.

Despite Trump fatigue in the Haitian community, he could win another four-year term, if he were to corral enough Haitian voters in

Florida, as he did in 2016. In an interview in the Florida Sun Sentinel in June 2017, Daniel Smith, a professor of political science at the University of Florida, had estimated that there were at least 106,000 Haitian-born naturalized American citizens. These did not include U.S.-born citizens of Haitian ancestry. In the past three years, those numbers have increased significantly. In other words, Haitians, who usually vote in bloc, could be the power brokers in the 2020 presidential election in the United States.

Indeed, Florida's 29 electoral votes could be the deciding factor in this presidential election, and - he Haitian American votes in Florida could make the difference. Since Florida is a winner-

take- all state, in 2016 Trump won Florida by just one percentage point 48.6% to Clinton's 47.4%. Trump received 112,911 more votes than Clinton out of about 9.5 million cast. Many of those votes could be attributed to Haitian Americans in counties like Miami-Dade and Broward.

For Biden to win Florida, the Haitian community must come out in full force as they did for President Obama in 2008 and 2012. Joe Biden's visit, this week, to the Haitian community in South Florida will be closely watched to see what kind of promises he will have made to the community.

* Emmanuel Roy
Manny@HaïtiObservateur.com

Origine du terme « Nègre »

Par Frantz Célestin *

Jusqu'au milieu du dix-septième siècle, plus précisément, durant la première moitié des années 1600, le mot « Nègre » n'existe nullement dans la langue française. Ce n'est qu'à la suite de la « *Déclaration des droits de la personne et du citoyen* » (1789) qu'il fait son apparition dans le vocabulaire raciste d'un groupe de réactionnaires qui luttait contre le principe de l'égalité unilatérale des noirs avec les blancs. Selon certains auteurs, ce terme « Nègre » découle plutôt du nom d'un type de navire utilisé pour le transport des esclaves et qui s'appelait à l'époque « Négrier ».

Il faut rappeler qu'au 17^e siècle, l'industrie tant automobile qu'aérospatiale ne prend pas encore naissance. Le plus important moyen de transport alors utilisé, c'était le bateau qui était fabriqué sous des formes très variées et avec des caractéristiques différentes. Chaque forme ou modèle était connu sous un nom spécifique et se trouvait consacré à une tâche bien précise.

Par exemple, le « Paquebot » était un navire de dimension moyenne qui servait au transport des passagers et du courrier. La « Goélette » était plutôt un bâtiment léger à deux mâts généralement utilisé pour la pêche. Le *Yacht*, pour sa part, était un navire de plaisance à voile ou à moteur. Il y avait aussi des barques, des chalutiers, des chaloupes etc.

Le Négrier

Parmi toutes ces sortes de bateaux, on comptait aussi le

« Négrier » qui servait essentiellement au transport des esclaves de l'Afrique vers le Nouveau Monde. L'armateur ou le marchand qui faisait le commerce des esclaves noirs s'appelait lui aussi un « Négrier ».

Par extension, on désignait sous le nom de « négriers », les patrons qui traitaient leurs employés de façon inhumaine. Même, dans le domaine du théâtre, Léon Daudet dépeint Koenig qui est l'un de ses personnages, comme un « affreux... , véritable négrier, toujours l'injure à la bouche ».

Souvent aussi, on traitait de « négriers » ceux qui embauchaient les africains ou pratiquaient le commerce d'une main-d'œuvre noire dans un cadre d'exploitation sans limite. C'est ainsi qu'un érudit réputé faisait objet d'un grand mépris parce qu'il « *assumait la responsabilité de la collection vis-à-vis du négrier qui lui donnait généreusement 400 francs par volume* ». D'autre part, le *Nouvel Observateur* parle « des négriers » qui embauchent des gars pour les louer à des entreprises.

Cependant, il faut jouer de prudence quant à l'origine et à l'interprétation de ce terme « Nègre ». Car, là-dessus, les opinions sont nombreuses et différentes. Par exemple, selon une entrevue publiée par Véronique Perrin, le terme « negro » vient du latin « Niger » qui désigne la couleur noire. À son apparition en France, au XV^e siècle, il était utilisé pour désigner des personnes à la peau noire déportée comme esclaves et issues d'une

race prétendument inférieure.

Ce même terme « negro » fait typiquement référence aux noirs dans un sens négatif et la connotation qui y est attachée a toujours été entachée d'un caractère péjoratif. Au XVII^e siècle, par exemple, le mot « nègre » ou « négresse » voulait dire : une personne de quelque origine que ce soit, qui ne bénéficiait d'aucun respect de la part des autres et que l'on obligeait à travailler bien malgré elle, sans rémunération, dans les pires environnements et dans des conditions peu recommandables pour sa santé physique et morale.

Au XVIII^e siècle, par contre, on retrouve certaines personnalités de grand renom, connus comme de fervents défenseurs des droits des noirs qui essayaient d'accorder un sens respectable et positif au mot. En l'occurrence, Voltaire dans *Candide*, son conte philosophique, a grandement vanté les mérites de son personnage, le « Nègre de Surinam ». Cependant, la conception n'a guère évolué. Car aujourd'hui encore on continue à entendre cette expression : « *il a travaillé comme un nègre* » pour parler de quelqu'un qui a réalisé l'une de ces sortes d'ouvrages manuels plus qu'exorbitants, autrefois imposés aux esclaves noirs des champs étroitement surveillés par des commandeurs souvent blancs armés d'un fouet et intraitables. Bref ! Le terme « nègre » évoque une idée de racisme.

« Nègre » synonyme de personne

Malgré tout, il faut admettre que selon le cas, ce terme n'a pas tou-

jours un sens négatif. Par exemple, Haïti est un pays peuplé de noirs en très majorité. Depuis plus de deux cents ans, cette ancienne colonie française a conquis son indépendance et s'est, du même coup, libérée de l'esclavage. Pourtant, la population continue d'utiliser volontiers et régulièrement le mot « nègre » comme synonyme des substantifs : « personne » ou « homme ». Pour le citoyen haïtien, un « nègre » veut dire une « personne » et un « grand nègre », c'est un « grand homme ». Une « Nègresse » ou « Nèguesse » se dit couramment dans la langue vernaculaire qui est le créole et sans crainte d'offenser quiconque. En effet, une « Nèguesse » signifie : une jeune dame bien portante ou une jeune fille pimpante.

Dans le même ordre d'idées, il ne faut pas non plus ignorer l'existence de l'expression : « nègre littéraire » qui « est l'auteur anonyme d'un texte signé

par une autre personne souvent célèbre ». Pierre Corneille, dit-on, fut le « nègre littéraire » de Molière. En fait, Pierre Louÿs, en 1919, puis d'autres critiques comme Dominique Labbé laissent croire que ce serait Corneille, « *l'écrivain fantôme* » de Molière. La raison en est que ce serait à ce dernier que reviendrait, sous le sceau de l'anonymat, « *la paternité de certaines œuvres* » de ce comédien français du 17^e siècle, bien que cette affirmation soit contestée par le Professeur Georges Forestier de la Sorbonne.

Ce qui est sûr, c'est que Georges Pompidou était aussi le « nègre littéraire » du général de Gaulle, qui disait qu'un « un nègre littéraire » c'est « un normalien sachant écrire ». Et, de Gaulle fut, lui-même, le « Nègre littéraire » du maréchal Pétain pour qui il avait rédigé un rapport concernant la France et son armée. Enfin, Érik Orsenna fut le « nègre

Suite en page 15

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118

843 FRANKLIN AVE. (BET. UNION & PRESIDENT)

FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Riverside

LANGUAGE PROGRAM



Free English Language Classes!

Improve Your English Fast!

早く英語を上達させる

Améliorez votre anglais rapidement

Улучшите свой английский быстро

Origine du terme « Nègre »

Suite de la page 14

littéraire » de François Mitterrand. Donc, quoi qu'on pense, quoi qu'on dise, le terme « Nègre » n'a pas toujours une connotation négative.

Le terme Nègre selon Aimé Césaire

Véronique Perrin rapporte qu'au cours d'une entrevue, Aimé Césaire parle de l'origine du terme « Nègre » tel qu'il la conçoit. Il raconte ceci :

« Le 'Nègre' était insultant. [...] Un jour, je traverse une rue de Paris, pas loin de la place d'Italie. Un type passe en 'Eh, petit Nègre !', C'était un Français. Alors, je lui dis : « Le petit Nègre t'emmerde ! » Le lendemain, je propose à Senghor de rédiger ensemble avec Damas un journal : *L'Étudiant noir*. Léopold [Senghor] Je supprimerais ça, on devrait l'appeler *Les Étudiants nègres*. Tu as compris ? Ça nous est lancé comme une insulte. Eh bien, je le ramasse, et je fais face 'Voilà comment est née la 'négritude', en réponse à une provocation ».

« Nègre » : Un terme péjoratif

De nos jours, bien des gens, voyageant de façon régulière, traversent les frontières, pour se rendre d'un pays à un autre. Ils

détiennent, pour cela, un passeport légalement acquis et arrivés à destination, ils obtiennent un visa d'entrée et un permis de séjour octroyé par le Ministère de l'Immigration du pays hôte. En pareil cas, ils prennent l'avion ou un autre moyen de transport leur permettant de bénéficier d'un certain degré de confort et de sécurité.

Malheureusement, ce n'est pas tout le monde qui remplit les conditions requises pour obtenir un tel visa. Et parfois, certaines personnes se trouvent, bien malgré elles, devant une pressante obligation de voyager, soit pour fuir la torture ou la mort sous un régime dictatorial, soit encore pour raison économique. Dans de telles circonstances, il leur est souvent presque impossible d'utiliser la voie régulière ; elles n'ont pas d'autres options que de s'embarquer sur n'importe quel navire de fortune pour entreprendre une longue traversée de l'océan dans des conditions clandestines extrêmement périlleuses.

Pour comble, après des périodes de toutes sortes, durant leur migration, beaucoup d'entre ces gens, quand ils finissent par atteindre la terre étrangère, ne se retrouvent pas, pour autant, au bout de leur misère. Ils sont souvent pris pour vivre au moins durant plusieurs mois, dans l'illégalité car ils n'ont pas du ministère de l'immigration, l'autorisa-

tion de demeurer au pays. À ce compte, ils se font ridiculiser et traiter péjorativement, de toutes sortes de noms, selon le pays où ils aboutissent.

En France, par exemple, de tels gens, se font appeler des « Sans Papier » ; les citoyens légaux des petites îles anglaises de la Caraïbe, les nomment des « *Just Comers* », terme qui se traduit en français par « Nouveaux Venus » ; aux États-Unis et au Canada, ils sont des « Boat People », c'est-à-dire « Gens arrivés illégalement par bateaux »... On parle aussi « d'arrivants » ou de « Migrants ».

Pareilles situations ne leur paraissent pas, toujours, plaisantes. Heureusement, il y en a qui s'en sortent bien. Car, s'armant de courage et de détermination, beaucoup d'entre eux finissent par surmonter des difficultés de toutes sortes et parviennent, avec le temps, à se tailler une place de choix dans leur milieu d'accueil et dans la société en général.

Une telle situation ne date pas d'aujourd'hui. Depuis le temps des colonies, les grands planteurs blancs armés d'une arrogance doublée de méchanceté et de mépris désignaient les esclaves par un surnom qui perdure et demeure comme une note de dérision pour la race noire. Ce surnom, c'est celui de « Nègre » qui fait allusion au « Négrier », ce type de navires qui les trans-

portaient lors de leur traversée de l'Océan dans des conditions épouvantables.

Voilà, en peu de mots, l'histoire de ce terme « Nègre » qui, depuis plus de cinq siècles, n'a de cesse d'être utilisé par certains hommes de race blanche, dans le but d'insulter l'homme de race noire. Le terme sert, aujourd'hui encore, à rappeler le triste souvenir de ce qu'on appelle la « traite des Noirs », expression qui signifie non seulement l'esclavage

abrupt dans lequel les Noirs ont été maintenus mais aussi les traitements inhumains qu'ils subissaient lors des traversées de l'Océan Atlantique.

Frantz Célestin, auteur du livre :

« Haïti : le colon, le nègre et l'empereur »

Fcelestin34@yahoo.ca
Brampton, Ontario 3 octobre 2020
Tél. : (905) 456-6710

SATURDAY
October 17, 2020

Ayisien leve
17 OCTOBRE 2020
JUSTICE FOR HAITI

Haiti
Bresil
France
Chili
Martinique
Bahamas

Canada
Guyane
Ayisien
toupatou

GET UP
STAND UP
For Haiti

FOR INFO

855-500-2581
516-225-7995
561-502-5768

getupstandupforHaiti@gmail.com

NOUVELLES BRÈVES

La COVID-19 débarque à la Maison-Blanche, des clivages au sein de la première famille

Le président Donald Trump était de retour, lundi soir, 5 octobre, à la Maison-Blanche, après un bref séjour à l'hôpital, bien qu'il ne soit pas tout à fait « hors de danger » pour le moment, selon ses médecins utilisant la phrase « *not out of the woods* ». Lui qui minimisait les dangers que représente le virus mortel est tombé malade, ainsi que son épouse Melania, le vendredi 2 octobre. Samedi, il a été transporté d'urgence au centre hospitalier Walter Reede, à Bethesda, Maryland, banlieue proche de la capitale fédérale. Depuis, l'actualité est dominée par l'état de santé du chef d'État américain, à moins d'un mois des élections présidentielles du 3 novembre.

En effet, tout a commencé le mercredi 30 septembre, quand Hope Hicks, une conseillère proche du président, et qui se déplace toujours avec lui et la famille, lors des rencontres politiques, n'avait pu descendre de l'avion présidentiel à l'arrivée au Minnesota où le président devait participer à une réunion de campagne. Elle fut vite isolée dans une chambre, car elle ressentait des symptômes assimilés au coronavirus. De retour à Washington, et ayant subi les tests de dépistage, il s'est révélé que Hope Hicks est effectivement atteinte de la COVID-19.

Ce fut un branle-bas général dès ce jeudi, et finalement vendredi, avant une heure du matin, le président Trump, lui-même, annonçait, dans un tweet, que lui et son épouse sont testés positifs au virus; qu'ils seraient tout de suite mis en quarantaine et entreprendraient les mesures nécessaires en vue d'un prompt rétablissement. Affichant un air optimiste, il s'exclama : « *We will get through this together* ». (Nous en sortirons vainqueurs ensemble).

Pour ceux qui s'intéressent aux détails entourant l'atterrissage du virus à la Maison-Blanche, les gens proches du couple présidentiel infecté et les déboires causés à la campagne présidentielle du candidat Trump, et même au débat concernant l'approbation de la juge Amy Vivian Comey Barrett pour remplacer Ruth Bader Ginsburg, décédée, à la Cour suprême, nous leur recommandons l'analyse, en créole, dans la colonne GRENN PWONMENNEN, à la page 6.

Toutefois, on soulignera que depuis la rédaction de cette analyse, dimanche soir, 4 octobre, beaucoup d'eau aura coulé sous le pont. La porte-parole du président Trump, s'agissant de la secrétaire de presse Kayleigh McEnany, a annoncé, lundi, 5 octobre, qu'elle est testée positive au coronavirus. Jusqu'à hier, 6 octobre, on enregistrait 22 personnes proches du président testées positives au coronavirus.

Un autre individu, qui n'a pas été mentionné dans l'article en

créole, mais qui mérite une attention spéciale, est bien l'ancienne conseillère du président, Kellyanne Conway, qui avait annoncé bien auparavant qu'elle démissionnerait le 1er octobre, « *pour des raisons familiales* ». En effet, c'est sa fille, Claudia Conway, 15 ans, d'ailleurs très critique de sa mère, qui avait annoncé, en tout premier lieu, sur Tik-Tok, le réseau social chinois, en butte aux diktats du président Trump exigeant sa nationalisation, que sa mère avait testé posi-



Ex-vice-président Joseph Biden, candidat démocrate à sa succession.

ve au virus.

La division au sein de cette famille a fait couler beaucoup d'encre. Le père de famille, George Conway, est co-fondateur du *Lincoln Project*, un groupe d'émis-



Sénateur Kamara Harris, candidate à la vice-présidence des U.S.A.

nentes personnalités républicaines farouchement opposées au président Trump. Comme son épouse, M. Conway avait annoncé, le mois dernier, que « *pour des raisons familiales* », il prenait congé de la direction du *Lincoln Project*. Donc, les parents veulent s'adonner complètement aux enfants, trois jeunes filles qui ont besoin d'une attention toute particulière à ce moment précis.

Et la COVID-19 continue à faire des ravages dans les hautes sphères du gouvernement américain. Hier, mardi, 6 octobre, c'est au Pentagone où ministère de la Défense de ce pays est frappé sans merci. Tous les hauts gradés, sauf un, formant l'état-major des Forces armées américaines, sont en quarantaine, ayant testé positifs au coronavirus. « *Ils travailleront à domicile* », selon une note du Pentagone.

Revenons au président Trump, qui s'est fait renvoyer lundi soir, exactement à 6 h 30, lors des émissions télévisées de l'actualité internationale sur tous les réseaux. Ainsi, il dominait les nouvelles, se faisant remarquer en pleine forme, au moment d'aborder « Marine 1 », l'hélicoptère présidentiel, qui le ramenait à la Maison-Blanche. Une fois arrivé à destination, il s'est fait photographier à partir d'un balcon, enlevant le masque qu'il portait, comme pour dire « *Je n'ai pas peur de la COVID-19* ». D'ailleurs, ce fut une de ses premières déclarations : « *Ne vous laissez pas contrôler par la COVID. N'ayez pas peur de ce virus* ». Les critiques fusent de toutes parts contre le président. Car, par cette déclaration, il fait preuve de nonchalance aux plus de 210 000 morts victimes du virus aux États-Unis et plus de sept (7) millions d'infectés.

À souligner aussi que samedi, 3 octobre, pendant qu'il était à l'hôpital, il a exigé qu'on le laisse sortir, accompagné des agents du Service Secret, à bord d'un véhicule spécial, afin d'aller presser la main à ses partisans venus en grand nombre devant le centre hospitalier pour l'acclamer et lui souhaiter prompt rétablissement. C'est dire qu'il est au-dessus des règles appliquées à tout le monde, selon les officiels de la santé.

Alors, on soulignera que la façon d'agir de la première dame, Melania Trump, qui n'a pas rendu visite à son mari, lors de son hospitalisation, disant qu'elle ne voulait pas causer des risques aux agents du Secret Service qui devraient l'accompagner en voiture. Car, une fois en quarantaine, il faut suivre les protocoles établis. De plus, elle n'était nulle part pour accueillir son mari lundi soir, à son retour à la Maison-Blanche. Pourtant, elle est en quarantaine, quelque part, dans ce vaste immeuble qu'est le Palais, au 1600 Pennsylvania Avenue, NW, à Washington.

***S'agissant d'hospitalisation, 36 des 50 états de l'Union indiquent une hausse du nombre de personnes hospitalisées, tandis que 33 autres rapportent une augmentation de nouveaux infectés.**

La situation empire vraiment, quand on fait référence aux 40 000 nouveaux cas de contaminations quotidiennes à travers le pays. Par exemple, à New York, il y a une remontée du virus, surtout dans certains quartiers de Brooklyn et de Queens. Le gouverneur de l'État, critiquant le maire, qui n'a pas su appliquer les mesures conservatoires, a pris les rênes en ce qui concerne la gestion du coronavirus. Ainsi, dès demain, jeudi, 8 octobre, on procédera à la fermeture, une deuxième fois, depuis l'atterrissage du virus mortel aux E.U., au mois

de février, d'établissements scolaires ainsi que de certaines installations commerciales. Pendant qu'on fait marche arrière dans certains quartiers de la ville de New York, la situation se normalise dans d'autres villes, surtout au nord de l'état dénommé « *Empire* ».

***Il n'y aura pas de cadeau pour les citoyens qui misaient sur un projet de loi dit « Stimulus Bill » qui permettrait de faire atterrir dans des comptes en banque des centaines de dollars, comme ce**



Président Donald Trump, candidat républicain à sa succession.

fut le cas quelques mois plus tôt. Hier, mardi, 6 octobre, le président Trump a déclaré qu'il a fait « *suspendre toute discussion avec les démocrates* » concernant un « *Stimulus Bill* », en vue de dynamiser l'économie, comme le nom l'indique. Rien à faire, a-t-il dit, « *avant d'être élu* », le 3 novembre prochain! Or, selon les derniers son-



Vice-président Mike Pence, candidat républicain à sa succession.

dages, Joseph « Joe » Biden, le démocrate, a une avance d'environ 16 % par rapport au président

Trump. Le 3 novembre, date fatidique, arrive dans 27 jours, moins d'un mois.

***Vice-président dans l'administration du président Barack Obama, M. Biden a fait escale lundi dernier, 5 octobre, à Little Haiti, à Miami, en Floride, déclarant que les Haïtiens pourraient écrire une nouvelle page d'histoire, en choisissant le nouveau président américain aux élections du 3 novembre.**

En effet, en 2016, le vote des Haïtiens, en Floride, était décisif en faveur du candidat Donald Trump face à Hillary Clinton. Ce qui avait permis au républicain d'avoir les 29 votes de la Floride au Collège électoral, où il faut 270 votes pour remporter la victoire. Mais, pas de visite pour M. Trump à Little Haiti, cette année, vu des positions anti-immigrants qu'il a véhiculées, ainsi que des déclarations offensantes contre les Haïtiens qu'il a faites. Dès lors, il ne peut pas compter sur les Américains d'origine haïtienne. Alors, la chance sourit à Biden du côté haïtien. Et les Américains d'origine jamaïcaine, à cause de la candidate démocrate à la vice-présidence, Kamala Harris, de père jamaïcain et de mère indienne, ont jeté leur dévolu sur le tandem Biden-Harris. (Voir l'analyse en anglais dans cette édition du journal d'Emmanuel Roy concernant le poids du vote haïtien en Floride cette année).

***C'est ce soir, à 9 h. p.m., heure de l'est, le débat entre Kamala Harris et le vice-président Mike Pence, à 9 h pm. Débat à ne pas rater, d'ailleurs l'unique entre les candidats au second poste.** Très tard hier, mardi, 6 octobre, M. Pence faisait des objections concernant certaines précautions que les organisateurs, à Salt Lake City, Utah, prenaient en plaçant des panneaux en plastic dit « *plexiglass* » pour minimiser toute infection potentielle au coronavirus. Surtout que l'on croit que le président Trump aurait été infecté quand il avait participé au premier débat avec Joe Biden, le 29 septembre.

**Pierre Quiroule II
7 octobre 2019**

